

Tenue de l'IATF en Algérie, une affirmation forte de son engagement panafricaniste

P.02

L'Algérie appelle à une position collective renforcée face aux graves développements que connaît la question palestinienne



P.24

Ouverture des candidatures de recrutement des enseignants du CEM et du lycée

P.03



ENST :



Concours d'accès à l'École nationale supérieure de tourisme : les inscriptions sont ouvertes

P.03

Transport :



Retrait des bus vétustes et renouvellement du parc national en deux étapes

P.05

Annaba / Éducation :



Préparatifs de la rentrée scolaire et suivi de l'intégration des enseignants contractuels

P.06

Annaba / Circonscription "Benmostefa Benaouda"

Le wali-délégué poursuit l'accueil et l'écoute des citoyens et des associations



P.06

Tenue de l'IATF en Algérie, une affirmation forte de son engagement panafricaniste



La tenue à Alger de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), prévue du 4 au 10 septembre prochain, constitue une affirmation forte de l'engagement panafricaniste de l'Algérie et de son attachement à l'unité et au développement du continent, a indiqué un responsable de la Commission de l'Union africaine, mettant en avant les facilités et les ressources mobilisées par le pays pour assurer le succès de cet événement.

Le directeur du développement économique, de l'intégration et du commerce à la Commission, Patrick Ndzana Olomo, a déclaré à l'APS que l'IATF dépasse le cadre d'une simple manifestation économique pour représenter une étape "stratégique et symbolique" qui met en lumière l'engagement historique de l'Algérie envers le continent et son attachement renouvelé au slogan "L'Afrique aux Africains".

En organisant cet événement, l'Algérie "réaffirme son héritage historique en tant que pays pionnier dans la lutte du continent pour l'autodétermination" et se place, en même temps, en "position de leadership pour promouvoir le commerce intra-africain et contribuer à transformer la vision de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) en une réalité concrète".

De plus, l'IATF représente une

opportunité unique pour l'Algérie de mettre en valeur ses capacités productives, ses atouts industriels, son savoir-faire logistique et son potentiel exportateur dans divers secteurs, dont l'énergie, l'agriculture, l'industrie pharmaceutique et les industries de transformation, conformément à sa vision à long terme de diversification économique, a ajouté M. Ndzana Olomo.

Soulignant la place économique de l'Algérie "comme hub clé du commerce et de l'investissement en Afrique, notamment dans le cadre de la ZLECAF", le responsable de l'UA a précisé que l'édition algérienne sera l'occasion de mettre en avant ses infrastructures logistiques en plein essor et sa capacité à faciliter les flux commerciaux à travers le continent, citant à ce titre les grands projets lancés par le pays tels que la route transsaharienne, le gazoduc transsaharien (TSGP) et la dorsale transsaharienne à fibre optique.

"De manière générale, en accueillant la Foire commerciale intra-africaine 2025, l'Algérie ne se positionne pas seulement comme l'organisateur d'un grand événement, mais comme un acteur clé de l'intégration économique africaine", a souligné le directeur, affirmant que l'IATF constitue "un instrument pratique et stratégique pour démontrer son leadership, mettre en avant ses potentialités

économiques et contribuer directement à la réalisation de la vision de la ZLECAF pour un continent plus intégré, prospère et autonome".

Dans ce sens, il a mis en exergue l'intérêt particulier accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à cette manifestation, considérée comme la plus importante en Afrique, compte tenu de sa contribution à l'impulsion d'une nouvelle dynamique de croissance portée par l'intégration commerciale continentale.

M. Ndzana Olomo a souligné également la mobilisation par l'Algérie de moyens organisationnels et logistiques "considérables" pour garantir la réussite de l'événement et l'atteinte de ses objectifs, notamment à travers la facilitation pour les partenaires africains et la simplification des procédures administratives.

Il a également mis en avant l'amélioration du climat d'affaires en Algérie qui a "instauré un environnement transparent et attractif pour l'investissement, grâce à de nouvelles lois offrant des exonérations fiscales et des garanties juridiques aux investisseurs".

Il a souligné que l'adhésion récente de l'Algérie, à travers sa banque centrale, au Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) représente "une étape significative" vers la facilitation

des paiements en monnaies locales et la réduction des coûts, ce qui "cadre parfaitement avec l'objectif de l'Algérie de renforcer son rôle au sein de l'écosystème financier africain".

Lancé en 2018 par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), en coopération avec la Commission de l'Union africaine et le secrétariat de la ZLECAF, l'IATF constitue, selon lui, "une initiative majeure pour dynamiser le commerce intra-africain, en stimulant l'investissement et le dialogue entre les différents acteurs, afin de soutenir le développement industriel et l'intégration régionale".

Après l'organisation des premières éditions en Egypte (2018 et 2023) et en Afrique du Sud (2021), la 4^e édition en Algérie intervient au moment opportun, compte tenu de l'entrée en vigueur opérationnelle de la ZLECAF et de son potentiel pour stimuler les échanges et les investissements intra-africains, a-t-il ajouté, précisant que l'IATF constitue "un outil concret pour faciliter les transactions, favoriser le réseautage, renforcer la visibilité des produits et marques, interagir directement avec les clients et accéder à l'intelligence des marchés".

Cet événement, qui réunira plus de 2.000 exposants africains et étrangers et 35.000 visiteurs professionnels, offrira aux

opérateurs et décideurs un espace pour conclure des partenariats et des contrats dont la valeur devrait dépasser 44 milliards de dollars, contribuant ainsi à la mise en œuvre effective de l'accord de libre-échange continental africain (ZLECAF).

Il comportera des pavillons multisectoriels couvrant l'agriculture, l'industrie, l'énergie et la finance, avec des manifestations parallèles comme le Canex (Creative Africa Nexus) et des espaces dédiés aux jeunes entrepreneurs, dans le but de promouvoir l'innovation, de contribuer à la création de valeur ajoutée et à la diversification des économies africaines.

M. Ndzana Olomo a rappelé que l'importance du marché africain, dont la valeur dépasse 3.500 milliards de dollars, fait de l'IATF une plateforme centrale et concrète, venant compléter le cadre politique de la ZLECAF pour atteindre ses objectifs et surmonter les obstacles, en particulier les barrières non tarifaires.

Il a indiqué que les conférences et forums parallèles réuniront décideurs et chefs d'entreprises pour trouver des solutions pratiques visant à simplifier les procédures, harmoniser les normes, renforcer les capacités institutionnelles, et sensibiliser les acteurs aux avantages et mécanismes de la ZLECAF.

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE :

Attaf participe lundi à Djeddah à la session extraordinaire du Conseil des MAE des Etats membres de l'OCI

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, est arrivé, dimanche,

à Djeddah (Arabie saoudite) pour prendre part aux travaux de la session extraordinaire du Conseil des ministres des Affaires étrangères (MAE) des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), prévue lundi, indique un

communiqué du ministère.

Cette réunion extraordinaire, "à laquelle a appelé la République de Turquie, pays frère, en sa qualité de présidente en exercice du Conseil ministériel de l'Organisation, sera consacrée à l'examen des graves développements que connaît la

cause palestinienne, en particulier, et la région du Moyen-Orient, en général, au regard de la poursuite de la guerre génocidaire à Ghaza, des plans israéliens visant à réoccuper militairement l'enclave et à déporter sa population et du projet expansionniste israélien qui



menace la région tout entière", selon le communiqué.

Merad passe en revue avec l'ambassadeur de Chine les perspectives de la coopération entre les deux pays

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a reçu, dimanche, l'ambassadeur de Chine en Algérie, M. Dong Guangli, avec lequel il a passé en revue les perspectives de la coopération

bilatérale entre les deux pays, indique un communiqué du ministère.

"Dans le cadre de la coopération bilatérale algéro-chinoise, M. Brahim Merad, ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, a reçu M. Dong Guangli,

ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie", lit-on dans le communiqué.

Lors de cette rencontre, les deux parties "se sont félicitées des relations de coopération et d'amitié privilégiées unissant les deux pays et de la dynamique de coopération dans des domaines liés à ce secteur

ministériel", selon la même source.

La rencontre a également été l'occasion de "passer en revue les perspectives de la coopération bilatérale et le programme d'activités conjointes prévues, notamment dans les domaines de la police, de la protection civile et de la gestion des risques majeurs,



ainsi qu'en matière de formation spécialisée et de renforcement des capacités", conclut le communiqué.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur général :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

Concours d'accès à l'École nationale supérieure de tourisme : Inscriptions ouvertes dès ce lundi

L'École nationale supérieure de tourisme (ENST) a annoncé l'ouverture des inscriptions pour son concours d'entrée 2025. Les inscriptions débuteront ce lundi et se poursuivront jusqu'au 5 septembre prochain. Cette étape marque le coup d'envoi d'une nouvelle rentrée universitaire pour l'établissement spécialisé dans la formation des cadres du secteur touristique en Algérie. Selon le communiqué de l'école, les inscriptions se feront



exclusivement en ligne via la plateforme numérique mise à disposition des candidats. Pour ce faire, les intéressés doivent accéder à l'espace dédié « candidature » et introduire leurs informations personnelles à travers le lien officiel : <https://Ens-tourisme.dz>.

Conditions d'admission au concours d'entrée de l'ENST 2025 L'ENST précise que le concours est strictement réservé aux candidats remplissant l'ensemble des conditions suivantes :

- Être titulaire du baccalauréat 2025, ou du baccalauréat 2024, à condition de ne pas avoir été inscrit auparavant à l'université.
- Avoir obtenu une moyenne d'admission minimale de 11.5/20.
- Provenir des filières suivantes : gestion et économie, sciences expérimentales, mathématiques

ou techniques mathématiques. Les titulaires d'un diplôme étranger équivalent peuvent également postuler.

L'école insiste sur le respect intégral de ces critères : les trois conditions doivent être réunies pour que le candidat soit éligible au concours.

Opportunités pour les futurs professionnels du tourisme en Algérie

Réputée pour son rôle dans la formation des cadres spécialisés en tourisme et hôtellerie, l'ENST

attire chaque année un grand nombre de candidats désireux de rejoindre un secteur en pleine croissance en Algérie. Avec la modernisation des infrastructures touristiques et la volonté des pouvoirs publics de développer ce domaine stratégique, l'école entend renforcer son rôle dans la préparation de profils hautement qualifiés.

Les candidats intéressés sont donc appelés à respecter les délais fixés et à compléter leur inscription en ligne avant le 5 septembre 2025.

Recrutement des enseignants du CEM et du lycée : Les candidatures en ligne ouvertes dès aujourd'hui

Le ministère de l'Éducation nationale a donné le coup d'envoi, ce lundi, de l'opération de recrutement d'enseignants contractuels. Dès midi et jusqu'au 31 août 2025 à minuit, les inscriptions sont ouvertes sur la plateforme numérique dédiée, tawdif.education.dz.

Dans un communiqué, le ministère précise que cette ouverture exceptionnelle vise à pourvoir les postes vacants. Les candidats doivent impérativement être titulaires des diplômes mentionnés dans la liste des qualifications requises, consultable sur le même lien.

L'ÉDUCATION RECRUTE : Les conditions de candidature et les dates clés

Pour postuler, les candidats doivent soumettre leur dossier en ligne en téléchargeant les documents suivants :

- Une copie du diplôme dans la spécialité demandée.
- Une copie de la carte de résidence.
- Un justificatif de situation vis-à-vis du service national, valide à la date d'installation.

Le processus se déroulera selon un calendrier précis :

- 4 septembre 2025 : Les résultats de la sélection automatique seront communiqués aux candidats sur leur compte personnel.
- Du 4 au 6 septembre 2025 : Les candidats retenus, en fonction des postes disponibles, pourront choisir les établissements où ils souhaitent être affectés.
- 9 septembre 2025 : Les affectations définitives seront annoncées sur la plateforme.
- 14 septembre 2025 : Les candidats sélectionnés devront se



présenter dans leur établissement d'affectation pour recevoir leur décision de nomination et signer leur procès-verbal d'installation. Le ministère prévient que tout candidat n'ayant pas rejoint son poste au plus tard le 16 septembre 2025 sera considéré comme démissionnaire. Sa nomination sera annulée, et la direction de l'éducation pourra alors désigner le candidat suivant sur la liste d'attente.

Le ministère insiste sur le principe de la spécialisation. Chaque matière sera assignée à un enseignant titulaire du diplôme correspondant. Exceptionnellement, en l'absence de candidat spécialisé, un diplôme dans une discipline proche pourra être accepté.

Par ailleurs, le communiqué précise que les titulaires de licences ou de masters en sciences islamiques ne pourront pas postuler pour les postes d'enseignants d'éducation islamique au niveau du collège lors de cette phase de recrutement temporaire.

Ils pourront néanmoins se présenter au concours de recrutement qui sera organisé en décembre 2025. Le ministère justifie cette restriction par la nécessité de finaliser les procédures d'organisation au sein des directions de l'éducation pour le recrutement de spécialistes pour cette matière.

40 ans de savoir-faire algérien qui rayonne au-delà des frontières : Labonedjma conquiert la France

Rien n'est plus gratifiant que de voir un produit algérien voyager à l'international. Depuis plus de quatre décennies, Labonedjma incarne le mariage parfait entre tradition et innovation dans l'univers des cosmétiques et de l'hygiène. Aujourd'hui, cette marque 100 % algérienne franchit un nouveau cap en installant ses produits sur le marché français. Une réussite qui dépasse la simple prouesse commerciale pour devenir une véritable fierté nationale.

L'histoire de Labonedjma commence avec Abdelhamid Guemari, héritier d'un savoir-faire transmis depuis 1963. Ce passionné transforme une petite entreprise familiale en un acteur incontournable du secteur cosmétique. Avec plus de 40 ans d'expérience, 200 collaborateurs, un site de production de 8 800 m² à Larbâa et plus de 600 références réparties dans 5 marques comme les célèbres Flux Care, Flux de passion, Dakkar ou encore Dolfino, Labonedjma s'impose comme un pilier de l'industrie locale.

Labonedjma s'adresse à toute la famille avec des gammes variées. Chaque produit naît d'un équilibre entre formulation rigoureuse, respect des normes internationales et adaptation aux besoins quotidiens des consommateurs. Ainsi, la marque s'est hissée comme un choix idéal pour tous les foyers, alliant qualité, fiabilité et accessibilité.

Labonedjma : L'excellence au service du consommateur algérien

Fort de son savoir-faire et de ses technologies de pointe, Labonedjma se distingue sur le marché algérien par son exigence de qualité et son engagement envers le consommateur. Élue « Produit de l'année en Algérie » à plusieurs reprises, la marque

confirme la confiance que lui accordent les Algériens. En effet, chaque jour, l'entreprise s'efforce de répondre aux besoins de ses clients en alliant performance des produits et prix accessibles.

Présente dans toutes les wilayas, la marque s'appuie sur un solide réseau commercial qui veille au bon déroulement des ventes et à la satisfaction des clients à chaque étape de la distribution. D'ailleurs, son catalogue riche couvre un large éventail de besoins allant des soins capillaires, à l'hygiène corporelle féminine et masculine, en passant par les savons, les eaux de parfum, les eaux de Cologne, les produits pour bébé et bien plus encore.

Pour garantir la sécurité, l'efficacité et la conformité de chaque référence, Labonedjma applique un contrôle strict avant la mise sur le marché. Les produits sont évalués selon des critères physico-chimiques, organoleptiques et microbiologiques, puis soumis à des tests de toxicité cutanée, transcutanée et oculaire. En effet, cette démarche traduit un engagement sans compromis envers la qualité.

Perfect Long, la gamme qui sublime les cheveux avec Amel Bouchouha

Parmi les produits phares de la gamme Flux Care, le Color Fix s'impose comme une référence incontournable pour protéger et sublimer les cheveux colorés. La marque s'entoure également de visages emblématiques pour incarner ses valeurs.

L'actrice algérienne Amel Bouchouha, véritable ambassadrice de la beauté et de la féminité, prête ainsi son image à la gamme Perfect Long. Composée d'un shampoing, d'un après-shampoing et d'un soin, cette ligne est enrichie en huile de ricin, huile de camélia et kératine. Sa formule nourrit, répare et fortifie les cheveux, le tout sans silicone



ni parabène, pour une beauté capillaire alliant performance et naturalité.

Du « made in Algeria » qui s'exporte avec fierté

L'exportation vers la France marque une étape symbolique. Désormais, toutes les gammes Labonedjma, dont Flux Care, Flux de Passion et Flux Care Men, trônent fièrement dans les rayons des grandes surfaces françaises, notamment Carrefour Market.

Du capillaire au skincare, en passant par les gels douches, les produits se déclinent aussi bien en formats classiques qu'en formats économiques. Un produit algérien qui occupe une place de choix sur un rayonnement en France face aux références internationales illustre parfaitement la montée en puissance et l'ambition de la marque.

Voir le nom de Labonedjma briller à l'international prouve que l'Algérie regorge de talents et de savoir-faire capables de se mesurer aux plus grandes marques mondiales. « Nos produits made in Algeria sont désormais disponibles en France... et ce n'est que le début », confie l'équipe avec enthousiasme.

Ainsi, cette percée reflète une ambition claire : élargir les frontières tout en valorisant le savoir-faire cosmétique algérien. Plus qu'une entreprise, Labonedjma s'affirme comme un véritable porte-drapeau de la qualité et de la créativité de notre pays.

HÉCATOMBE SUR LES ROUTES ALGÉRIENNES:

Deux graves accidents de bus font 53 blessés en moins de 12h

Ce dimanche soir, sur l'autoroute Est-Ouest, à hauteur d'Aïn Smara dans la wilaya de Constantine, deux bus se sont violemment percutés, provoquant la panique parmi les passagers.

Moins de douze heures plus tard, c'est sur la route nationale n°1, reliant Djelfa à Laghouat, qu'un autre drame s'est produit.

En tout, plus de cinquante personnes ont été blessées dans ces deux accidents qui rappellent, une fois encore, la vulnérabilité des voyageurs sur les grands axes routiers.

Constantine : télescopage entre deux bus, 27 blessés dont des enfants

Selon un communiqué de la direction de la protection civile,



l'accident est survenu dimanche 24 août à 20h59. Au niveau du tronçon Zouaghi Slimane de l'autoroute Est-Ouest. La collision a impliqué deux bus, l'un reliant Oran à Constantine et l'autre effectuant la liaison Annaba-Oran. Les secouristes ont pris en charge 27 blessés, âgés de 4 à 65 ans.

Après avoir reçu les premiers soins sur place, ils ont été évacués vers l'hôpital de Constantine. L'intervention rapide des équipes de la protection civile a permis d'éviter un bilan plus lourd.

Accident de bus sur l'autoroute Est-Ouest, Constantine – Source : Tariki

Djelfa-Laghouat : 26 blessés dans un second accident de bus sur la RN01

Au petit matin de ce lundi 25 août, la route a de nouveau été marquée par un grave accident. Cette fois, il s'agit d'une collision survenue sur la RN01, au lieu-dit Maktâa El Oust, dans la commune d'Aïn

El Ibel. Entre un bus assurant la liaison Jijel-HassiR'mel et un autre véhicule.

Le bilan fait état de 26 blessés, hommes, femmes et enfants, âgés de 1 à 56 ans. Cinq ambulances et trois camions de secours ont été mobilisés par la protection civile. Qui a évacué les victimes vers l'hôpital local après leur avoir prodigué les premiers soins.

Enfin, ces deux accidents rapprochés dans le temps et dans l'espace rappellent l'ampleur des risques encourus sur les grands axes routiers. L'autoroute Est-Ouest comme la RN01 figurent parmi les voies les plus fréquentées du pays. Où la circulation intense et la fatigue des conducteurs augmentent la probabilité de collisions graves.

AGRESSION D'UNE FEMME À SIDI BEL ABBÈS:

Arrestation de L'auteur

Les images ont choqué. La suite a consterné. Une vidéo largement partagée sur les réseaux sociaux montre un homme frapper violemment une femme – sa voisine – ainsi qu'un enfant, dans une cité de Sidi Bel Abbès. Des cris, des coups, et une scène d'une brutalité insoutenable sous les yeux de riverains figés, d'enfants présents. Une agression en plein jour, dans un lieu public.

Mais c'est la suite de cette affaire qui a provoqué une vague d'indignation encore plus large. Moins de 24 heures après la diffusion de la vidéo, l'homme apparaît dans une nouvelle séquence, cette fois dans un cadre beaucoup plus apaisé.

Il est entouré d'un imam et du président de l'association sportive « La Radieuse », KadaChafi. Face à lui, la victime, visiblement mise à l'écart, reçoit un « Coran » des mains de son agresseur, qui lui présente des excuses publiques lors d'une cérémonie de réconciliation filmée et publiée sur les réseaux.



Selon nos sources, l'homme a été arrêté ce matin... puis relâché. Son audience a été reportée au 22 septembre, sans plus de précisions sur les conditions de sa libération.

Séance de réconciliation : Une mise en scène qui scandalise

Sur internet, la réaction est immédiate. Journalistes, citoyens, figures publiques s'indignent de ce qui est perçu comme une tentative de blanchiment social et religieux d'un acte criminel.

Des montages parodiques circulent, tournant en dérision le rôle de médiateur, mais derrière ces moqueries, se cache une colère bien réelle : comment un acte de violence aussi grave peut-il se régler ainsi, hors du cadre judiciaire, dans une atmosphère presque honorifique pour l'agresseur ?

Violence en Algérie : un phénomène de société inquiétant

La violence dans l'espace public en Algérie a atteint un niveau alarmant, soulevant une question cruciale : s'agit-il d'un simple épiphénomène ou d'un problème sociétal profond ? Les incidents se multiplient, rapportés quotidiennement par la presse et les réseaux sociaux, et la société semble de plus en plus incapable de résoudre les conflits par le dialogue.

Les scènes de pugilat, filmées et partagées sur la Toile, donnent l'impression d'un recul social, où la justice est de plus en plus prise en main par les individus eux-mêmes. Le phénomène touche toutes les

strates de la société, des plus jeunes aux plus âgés, des hommes aux femmes, et se déroule dans tous les espaces publics : les quartiers, les plages, les routes, les marchés... C'est une violence banalisée qui se propage, et dont les conséquences sont parfois tragiques.

Les violences ne se limitent pas aux altercations isolées. Le phénomène des bandes de quartier persiste, notamment dans les grandes villes. Ces groupes, souvent composés de jeunes, y compris des récidivistes, sèment la terreur en utilisant des armes blanches et des projectiles dangereux. Malgré le durcissement de la législation en 2020, avec des peines pouvant aller jusqu'à 20 ans de réclusion, le fléau ne faiblit pas.

Quelles solutions pour enrayer cette spirale ?

Face à ce problème, les solutions légales semblent insuffisantes. La loi de 2020 a pourtant prévu des « mécanismes de prévention contre les bandes de quartier », incluant la création d'une commission

nationale multidisciplinaire.

Cette commission, composée de représentants du gouvernement, des services de sécurité, de la société civile et de spécialistes, a pour mission de soumettre au président de la République un rapport annuel évaluant la stratégie nationale de prévention. La participation de la société civile et du secteur privé est également prévue pour l'élaboration et la mise en œuvre de cette stratégie.

Malgré ces efforts législatifs et la volonté affichée de collaboration, la violence continue de gangrener le quotidien des Algériens. Le problème semble dépasser le cadre de la simple répression et nécessite une réflexion plus profonde sur les racines de cette dégradation des relations sociales.

La question demeure : comment restaurer le dialogue et le respect mutuel dans une société où la violence s'est malheureusement enracinée ?

Une SDF atteinte de troubles mentaux retrouvée calcinée sur une plage d'Alger

Le bruit des vagues se brisant sur le rivage de la plage « Arous El Bahr » à Bordj El Kiffan a été remplacé, ce matin, par le sinistre ballet des véhicules de police. Une découverte macabre est venue rompre la quiétude habituelle de ce lieu et glacer le sang de toute une population.

Les restes calcinés d'une femme, que tout le monde ici connaissait sous le nom de « Djidji », ont été retrouvés sur le sable. Derrière ce fait divers sordide se cache une tragédie humaine qui interroge la conscience collective et rappelle la vulnérabilité extrême de celles et ceux qui vivent en marge.

C'est en début de journée que le corps sans vie de la victime a été repéré. Les premiers éléments,



rapportés par des témoins présents sur les lieux, indiquent une scène de crime d'une brutalité rare. Les services de la Gendarmerie nationale mènent actuellement les investigations préliminaires.

Leurs premiers éléments indiquent que les auteurs n'ont pas seulement

brûlé la victime, préalablement identifiée. Ils l'ont également violé avant de lui donner la mort. Cette révélation a instantanément transformé l'onde de choc initiale en un profond sentiment d'indignation et d'horreur au sein de la communauté.

Une femme sans-abri retrouvée morte dans des circonstances atroces sur les rives de la plage « Arous El Bahr » à Bordj El Kiffan

Par ailleurs, si la procédure judiciaire suit son cours pour identifier formellement la victime, tous les indices convergent vers le profil d'une femme sans domicile fixe, familière des habitants du quartier. Surnommée « Djidji » par les riverains, elle était une figure incontournable du paysage local. Les témoignages recueillis la dépeignent comme une personne souffrant de troubles mentaux. Errant dans les rues et échangeant parfois quelques mots avec les commerçants ou les passants. Connue de tous, elle était pourtant

dans une solitude absolue. Livrée à elle-même et à la rue, un paradoxe qui rend son destin encore plus cruel.

Enfin, face à la gravité des faits, la réaction des forces de l'ordre a été immédiate. Les autorités judiciaires, saisies en urgence, ont ordonné l'ouverture d'une enquête approfondie pour homicide volontaire et viol. L'objectif de constituer avec précision la chronologie des événements qui ont conduit à cette issue fatale et identifier. Ainsi que de localiser puis interpellé les auteurs de cet acte barbare. Une autopsie devrait être réalisée pour confirmer les causes exactes du décès et recueillir d'éventuels indices médico-légaux.

Transport public : Retrait des bus vétustes et renouvellement du parc national en deux étapes

Le ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, a présidé, dimanche au siège du ministère, une réunion consacrée à l'examen des mesures concrètes à mettre en œuvre pour le retrait des bus vétustes et le renouvellement du parc national de transport public, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué du ministère.

La réunion s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère des Transports, du directeur général de la mobilité et de la logistique, du président de l'Union nationale algérienne des transporteurs (UNAT), du vice-président de l'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA), du président de la Fédération nationale du transport de voyageurs et de marchandises,



et de nombre de directeurs des transports dans les wilayas, précise le communiqué.

Cette réunion a été consacrée à l'examen des mesures concrètes à mettre en œuvre en application des instructions du président de la République relatives au retrait des bus vétustes de plus de 30 ans et du renouvellement du parc national pour garantir un service de transport public sûr, moderne et organisé.

A cette occasion, le ministre a annoncé une série de mesures concrètes à mettre en œuvre en deux étapes : le retrait, dans un délai de six (6) mois, des bus de plus de 30 ans, suivi du retrait des bus de plus de 20 ans.

M. Sayoud a précisé que, dans le cadre de cette démarche, les transporteurs bénéficieront des incitations fiscales et douanières prévues par la loi pour l'acquisition de bus neufs ou de moins de cinq (5) ans, mettant l'accent sur l'encouragement de la fabrication locale de bus pour soutenir l'économie nationale.

Il a également fait savoir que des commissions de wilaya comprenant des représentants de différents intervenants seront créées pour inspecter les bus (état de la structure et de la carrosserie, état intérieur général,

équipements de sécurité et sièges passagers), soulignant que seuls les bus répondant à l'ensemble des critères de conformité seront autorisés à circuler.

Un groupe de travail sera aussi créé avec les représentants des transporteurs pour suivre les dossiers et les préoccupations soulevées dans une démarche participative garantissant des solutions pratiques et efficaces, en plus de la mise en place d'un numéro vert au niveau des directions des transports dans les wilayas pour le signalement de tout manquement.

Saluant l'accompagnement assuré par le ministère des Transports dans cette opération, les représentants des syndicats ont demandé des exonérations douanières et fiscales pour faciliter le renouvellement du parc, la révision de la tarification

des transports, l'organisation et la qualification des conducteurs et la réglementation de leur recrutement, tout en insistant sur la nécessité de les soumettre à des analyses de dépistage de stupéfiants.

Soulignant l'importance des partenaires sociaux pour mener à bien les réformes en cours, le ministre a appelé à placer l'intérêt des citoyens en tête des priorités.

Au terme de la réunion, le ministre a affirmé que son département, en coordination avec les partenaires sociaux, est déterminé à appliquer les instructions du président de la République, avec rigueur et efficacité, à

travers un plan intégré de renouvellement du parc national à même de garantir un transport public sûr, moderne et organisé, au service des citoyens et de la patrie.

Transport terrestre : L'importation des bus ouverte aux transporteurs

Le ministre des transports, Saïd Sayoud, a affirmé, lundi à Alger, que l'importation de nouveaux bus et de bus de moins de cinq (5) ans était ouverte aux transporteurs, soulignant la mise en place d'un groupe de travail chargé d'étudier la possibilité de réviser les taxes douanières afférentes à ces opérations.

Dans une déclaration à la presse lors du lancement, à l'aéroport international Houari Boumediene, du vol commercial inaugural de la compagnie aérienne Domestic Airlines sur la ligne régulière Alger-Tamanrasset, le ministre a indiqué que le parc de transport inter-wilayas était "excellent" comparativement à celui des bus de transport urbain et suburbain.

Ainsi, M. Sayoud a évoqué le lancement, depuis janvier dernier, d'un plan pour le renouvellement progressif du parc vétuste, outre l'adoption d'une loi qui permet aux



transporteurs d'importer de nouveaux bus et de bus de moins de cinq (5) ans, avec le paiement des taxes douanières et l'accomplissement de toutes les procédures liées à l'opération d'importation.

La proposition des transporteurs de bénéficier d'exonérations douanières est "en cours d'étude", a ajouté le ministre, précisant qu'un groupe de travail au niveau du ministère s'attèle, en collaboration avec les services des ministères de l'Industrie et du Commerce, "à étudier cette proposition et à apporter des solutions pouvant être introduites dans la prochaine loi de finances".

Lancement du vol inaugural de Domestic Airlines à destination de Tamanrasset

Le vol commercial inaugural de la compagnie aérienne Domestic Airlines sur la ligne régulière Alger-Tamanrasset a été lancé lundi.

La cérémonie de lancement de ce vol opéré par un Boeing 737-800 s'est déroulée en présence du ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, du PDG d'Air Algérie, M. Hamza Benhamouda, du directeur général de Domestic Airlines, M. Abdessamad Ourihane, et du PDG de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), M. Mokhtar Mediouni.

En marge de l'événement, qui s'est déroulé à l'Aéroport international Houari-Boumediene, M. Sayoud a rappelé que Domestic Airlines, dont la flotte est composée d'avions d'Air Algérie et de Tassili Airlines (anciennement), a été créée conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid

Tebboune, précisant que toutes les procédures administratives et juridiques pour la création de cette compagnie avaient été finalisées.

"S'inscrivant dans une mission de service public à dimension stratégique, ce vol régulier Alger-Tamanrasset vient répondre aux besoins de mobilité des citoyens et renforcer les liaisons aériennes entre les différentes régions du pays, appuyant ainsi l'intégration nationale et contribuant aux efforts de l'Etat en faveur du développement du système national de transport aérien", avait souligné la compagnie dans un communiqué.

Domestic Airlines a été créée pour renforcer l'offre de transport aérien entre les différentes wilayas du pays et soutenir le développement socioéconomique, après le transfert de propriété de Tassili Airlines à Air Algérie, finalisé mi-août.

Exportations :

L'Algérie envoie 28 000 tonnes de ciment blanc aux États-Unis

Le port d'Annaba ne cache plus ses ambitions de s'imposer comme une porte d'exportation incontournable en Méditerranée ! Avec un premier pas franchi vers les États-Unis, à travers l'exportation du ciment blanc, l'entreprise EPAN affiche sa volonté d'intégrer un marché réputé pour ses exigences strictes en matière de qualité, de sécurité et de délais.

L'opérateur Biskria Ciment a expédié 28 000 tonnes de ce produit à forte valeur ajoutée à destination des États-Unis, à bord du M/V ANHUI. Une opération qualifiée de « record » par l'Entreprise portuaire d'Annaba (EPAN), qui a mobilisé l'ensemble de ses équipes et de ses moyens logistiques pour

réussir ce chargement stratégique. Derrière ce convoi, c'est tout un symbole. Celui d'un port qui s'affirme comme un maillon clé du commerce extérieur algérien et d'une industrie qui se diversifie au-delà des hydrocarbures.

En effet, l'EPAN souligne que près de 70 % du trafic enregistré au port d'Annaba est désormais consacré à l'exportation. « La réussite de cette opération s'inscrit dans une stratégie nationale portée par le ministre des Transports, Saïd Sayoud, et appliquée de manière rigoureuse par le directeur général de l'EPAN, Ali Boulaârs. Leur approche vise à fluidifier les opérations portuaires, renforcer l'attractivité du site et consolider les flux vers les marchés

internationaux », expliquent des sources portuaires.

Le ciment blanc :

Un produit algérien qui séduit à l'étranger

L'expédition vers les États-Unis marque un tournant économique.

Le ciment blanc, produit industriel à forte valeur ajoutée, connaît une demande croissante sur plusieurs marchés internationaux.

Selon les cadres de Biskria Ciment : « L'exportation de 28 000 tonnes représente un apport significatif en recettes en devises. Contribuant directement à améliorer la balance commerciale du pays. Elle s'inscrit dans une logique de diversification des exportations, réduisant la dépendance aux hydrocarbures. » Cet essor profite aussi à la région

d'Annaba. L'opération a mobilisé une main-d'œuvre importante, renforcé les services logistiques et encouragé de nouveaux partenariats avec des acteurs privés, stimulant ainsi l'emploi local.

Le port d'Annaba réussit une opération record à destination du marché américain

La réussite de cette expédition prend une dimension particulière dans un contexte international tendu. Sous l'administration Trump, les États-Unis avaient imposé une hausse des taxes douanières sur certains produits importés, dont le ciment algérien. Cette barrière protectionniste a freiné la compétitivité de nombreux opérateurs.



Malgré cela, Biskria Ciment continue de livrer le marché américain, preuve que le produit algérien conserve ses atouts. La qualité et le prix du ciment blanc lui permettent de rivaliser avec d'autres fournisseurs et de franchir ces obstacles tarifaires.

Enfin, en franchissant l'Atlantique avec 28 000 tonnes de ciment blanc, le port d'Annaba ne signe pas seulement une opération logistique réussie. Il projette aussi l'image d'une Algérie capable d'exporter au-delà de ses ressources énergétiques, et d'imposer ses produits industriels sur des marchés réputés difficiles.

ANNABA / CIRCONSCRIPTION**“BENMOSTEFA BENAOUA”****Le wali-délégué poursuit l'accueil et l'écoute des citoyens et des associations****S.Y**

Le wali-délégué de la circonscription administrative “Benaoua Benmostefa” a consacré une série de rencontres avec des citoyens, des représentants de la société civile ainsi que des associations agréées. Ces audiences, organisées au siège de la wilaya déléguée, ont permis d’instaurer un dialogue direct avec la population locale. Selon les participants, les échanges ont porté sur diverses préoccupations liées à l’amélioration du cadre de vie, au suivi des projets de développement et à la prise en charge des besoins des quartiers et villages de la région. Plusieurs associations ont également présenté

leurs propositions et initiatives destinées à renforcer la dynamique sociale et à encourager l’engagement des jeunes. Le wali-délégué a souligné sa volonté de maintenir un contact régulier avec les citoyens, estimant que « la concertation et l’écoute sont essentielles pour cerner les priorités et apporter des réponses appropriées et adaptées aux attentes de la population ». Ces rencontres devraient se poursuivre dans les prochains mois afin d’assurer une meilleure coordination entre l’administration locale, les habitants et les acteurs associatifs, avec pour objectif d’ancrer une gouvernance participative au service du développement.

ANNABA / EL HADJAR**Le Chef de daïra inspecte les projets routiers en cours de réalisation****Imen.B**

Dans le cadre du suivi rigoureux des chantiers et projets de développement local, une sortie de terrain a été organisée, dimanche passé, au niveau de la commune d’El Hadjar. Cette visite avait pour but d’effectuer une évaluation de l’avancement des travaux en cours. L’opération a été supervisée par le Chef de daïra d’El Hadjar, en présence du P/APC par intérim, ainsi que des représentants de la cellule technique de la commune. Les services concernés ont procédé à une inspection du chantier de revêtement du chemin communal n°129, reliant la route de wilaya au quartier Houchat Derraji. Ce projet, inscrit dans le cadre du programme de réhabilitation et de mise à niveau des infrastructures locales, vise à améliorer les conditions de circulation et à désenclaver plusieurs zones résidentielles. À travers cette opération, les autorités locales réaffirment leur volonté de garantir la qualité des travaux réalisés et le respect des délais impartis, tout en veillant à ce que ces aménagements profitent directement aux citoyens. La cellule de communication



de la daïra d’El Hadjar a précisé que de telles sorties de terrain se poursuivront de manière régulière, dans le but d’assurer une meilleure transparence, un suivi efficace et une mise en valeur optimale des projets de développement au service des habitants.

ANNABA / DIRECTION DE**L'ÉDUCATION NATIONALE****Préparatifs de la rentrée scolaire et suivi de l'intégration des enseignants contractuels****S.Y**

À l’approche de la rentrée scolaire 2025-2026, le directeur de l’éducation de la wilaya d’Annaba, Mokhtar Laouamer, a présidé une réunion de travail avec le chef du service des personnels et les responsables de ses bureaux. La rencontre a été consacrée au suivi du processus d’intégration des enseignants contractuels.

Le premier responsable du secteur a insisté sur l’importance de finaliser l’ensemble des dossiers avant le 31 août 2025, afin

de garantir un début d’année scolaire sans perturbation administrative. Il a rappelé que la régularisation de la situation des contractuels constitue une priorité, tant pour assurer la stabilité du corps enseignant que pour répondre aux besoins pédagogiques des établissements de la wilaya. Cette réunion s’inscrit dans une série de mesures préparatoires engagées par la direction de l’éducation en prévision de la rentrée. L’objectif est d’offrir aux élèves des conditions d’apprentissage optimales dès les premiers jours de classe.

ANNABA / OUED EL ANEB**La commune se dote de deux camions-bennes****Imen.B**

Dans le cadre de la politique de modernisation et de renforcement du parc communal, la commune d’Oued El Aneb vient de bénéficier d’un apport important en moyens matériels, à travers la dotation de deux camions-bennes destinés à la collecte des déchets ménagers. Cette opération s’inscrit dans une stratégie visant à améliorer la qualité du service public rendu aux citoyens, notamment dans le domaine de l’hygiène et de la salubrité. En effet, le problème de la gestion des déchets demeure un défi majeur pour de nombreuses collectivités locales, particulièrement avec l’augmentation constante du volume des déchets due à la croissance démographique et à l’urbanisation. L’acquisition de ces deux nouveaux engins permettra à la commune de renforcer ses capacités d’intervention,

d’assurer une collecte plus régulière et de réduire l’accumulation des ordures ménagères dans certains quartiers. Elle contribuera également à alléger la charge de travail des équipes communales, qui pourront désormais couvrir un périmètre plus large dans de meilleures conditions. Les responsables locaux soulignent que cet investissement traduit la volonté des autorités de doter les communes de moyens modernes et adaptés, afin de répondre aux attentes des citoyens et de préserver la propreté de l’environnement. Par ailleurs, la commune d’Oued El Aneb prévoit de poursuivre ses efforts en matière de gestion des déchets, à travers la sensibilisation des habitants sur l’importance du respect des horaires de dépôt des ordures et la nécessité de préserver les espaces publics.

EL TARF / SÛRETÉ DE WILAYA Saisie de 3470 unités de tabac à chiquer à Ben Mhidi



Imen.B

Dans le cadre de la lutte contre la commercialisation illégale de produits nocifs à la santé publique, les services de la sûreté de wilaya d'El Tarf, représentés par la sûreté de daïra de Ben M'hidi, ont mené une opération de contrôle inopinée qui s'est soldée par une importante saisie. Au cours de cette sortie sur le terrain, les policiers ont procédé à la fouille de deux locaux commerciaux relevant de leur secteur, où ont été découvert et saisi plus de 3.470 unités de tabac à chiquer de provenance inconnue, destinées à la vente sans autorisation ni facture. En coordination avec le procureur de la république, près le tribunal de Dreaan, toutes les mesures judiciaires

ont été entamées à l'encontre des contrevenants, tandis que la marchandise saisie a été détruite conformément à la réglementation en vigueur. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus de la police d'El Tarf visant à endiguer la commercialisation de produits de contrebande et non conformes aux normes sanitaires, qui représente un danger réel pour la santé des consommateurs et porte atteinte à l'économie nationale. Les services de police réaffirment, à cette occasion, leur détermination à poursuivre les contrôles réguliers et inopinés, tout en appelant les citoyens à la vigilance et à éviter l'achat de tels produits susceptibles de nuire gravement à leur santé.

ANNABA / NOUVELLE VILLE "BENAOUDA BENMOSTEFA" Une équipe médicale aux domiciles des patients alités



S.Y

Sous la supervision de madame Zrief.A, directrice de l'établissement public de santé de proximité, les équipes de soins à domicile poursuivent leurs tournées auprès des malades dont l'état de santé ne leur permet pas de se déplacer vers les structures sanitaires. L'équipe relevant de la polyclinique 'Bounouba Belkacem de ladite localité s'est rendue auprès de plusieurs patients alités. Trois malades, résidant au quartier Oued Ziad et dans la nouvelle ville, ont bénéficié de cette prise en charge médicale à domicile.

Le personnel soignant a assuré les traitements nécessaires et prodigué les soins adaptés afin de soulager ces patients en difficulté. Cette action s'inscrit dans une volonté de rapprocher les services de santé des citoyens, notamment ceux dont la mobilité est réduite.

Les responsables soulignent que ce dispositif contribue non seulement à améliorer la qualité de vie des malades mais aussi à alléger la pression sur les structures hospitalières en offrant un suivi médical personnalisé au sein même du domicile.

ANNABA / STATION "MOHAMED MOUNIB SANDID" Contrôle renforcé des taxis et transporteurs collectifs



S.Y

Une opération de contrôle et de sensibilisation a été menée à la station 'Mohamed Mounib Sandid', réunissant la brigade de surveillance et d'inspection en coordination avec les services de sécurité et de la gendarmerie nationale. Cette action ciblait les exploitants de taxis ainsi que les transporteurs routiers de voyageurs. L'initiative visait avant tout à rappeler l'importance du respect des cahiers des charges encadrant l'activité du transport public, qu'il s'agisse de taxis ou de lignes interurbaines. Les exploitants ont été sensibilisés sur plusieurs points essentiels, notamment le respect des tarifs légaux et la délivrance des tickets, la nécessité

d'afficher les insignes professionnels, la régularisation des employés, la mise à jour des documents d'exploitation ainsi que la réalisation périodique des visites médicales obligatoires. Les autorités ont également insisté sur l'importance du respect de la capacité de transport autorisée, de la continuité du service public, y compris aux heures tardives, et de la qualité de l'accueil réservé aux usagers. Une attention particulière a été portée à la lutte contre le refus ou le choix arbitraire des courses par certains chauffeurs.

Ces opérations de contrôle, qui se veulent à la fois répressives et pédagogiques, se poursuivront dans d'autres points stratégiques de la wilaya.

ANNABA / FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DES DONNEURS DE SANG Renforcement des actions de sensibilisation de don de sang pour surmonter le déficit en cours

S.Y

La Fédération algérienne des donneurs de sang, représentée par la commission locale d'Annaba et conduite par M. Kamel Zaim, a été reçue par la sous-directrice de l'hôpital 'Larbi Sebti' d'Aïn Berda, localité située à une trentaine de kilomètres de la wilaya. La rencontre s'est tenue en présence de la médecin-chef ainsi que du personnel médical et paramédical de l'unité de la banque de sang. Cette réunion de coordination avait pour objectif de définir une stratégie commune afin de renforcer les stocks de sang, ressource vitale pour les patients. Les discussions ont mis l'accent sur l'organisation régulière de campagnes de sensibilisation des collectes mobiles, notamment à travers des sorties mensuelles aux abords des mosquées des communes d'Aïn Berda, El Eulma, Chorfa, Aïn Essid, El Bessbassa, M'jez Gassoul, El Harrouch et Salamé El Hachemi. Des actions sont également prévues au niveau du siège de la protection civile, avec la volonté de diffuser la culture du don dans les zones éloignées grâce aux canaux médiatiques disponibles. Par



ailleurs, la fédération et les responsables de l'hôpital ont convenu de renforcer l'organisation de journées scientifiques et de colloques consacrés au don de sang, ainsi que de tirer profit des journées nationales et internationales, telles que le 30 mars et le 14 juin, pour mobiliser davantage de citoyens. Les participants ont tenu à saluer les efforts du directeur de la santé de la wilaya pour son rôle dans le développement du système sanitaire local. Un hommage a également été rendu au personnel de l'unité de la banque de sang ainsi qu'à la sous-directrice des activités sanitaires, remerciée pour l'accueil et son engagement.

ANNABA / SIDI AMAR :

Une braderie de fournitures scolaires au service des familles à la veille de la rentrée

Imen.B

Dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire 2025/2026 et afin de soutenir les familles aux bas revenus, la commune de Sidi Amar organise une initiative à caractère social et éducatif. Sous la supervision du

P/APC, en collaboration avec les directions de la culture, de la DJS et du commerce, une manifestation de vente d'articles scolaires sera organisée au niveau de la bibliothèque "Boucheikha Tayeb", cité Hjar Eddis. L'événement a été officiellement lancé, hier

lundi, avec l'accès à l'ensemble des citoyens. Cette action vise à mettre à la disposition des parents et des élèves une large gamme de fournitures scolaires à des prix abordables, dans un contexte marqué par les dépenses importantes liées à la rentrée. Les organisateurs soulignent

que cette manifestation reflète la volonté des autorités locales de répondre aux besoins des familles, d'alléger leurs charges financières et de promouvoir la solidarité sociale. Elle s'inscrit également dans le cadre des efforts de la commune de Sidi Amar.



ANNABA / PROTECTION CIVILE :

Initiation à l'utilisation de l'échelle mécanique

Imen.B

Dans le cadre de la formation continue et du suivi pédagogique destiné à améliorer la performance de ses agents, la protection civile de la wilaya d'Annaba a organisé, récemment, au niveau de son unité principale, une séance d'entraînement pratique sur l'utilisation de l'échelle mécanique. Cette formation avait pour objectif de tester la maîtrise technique des équipes d'intervention

et de s'assurer de leur pleine disponibilité opérationnelle face aux différents types de situations d'urgence. L'échelle mécanique, considérée comme un outil stratégique, joue un rôle essentiel lors des interventions en hauteur, que ce soit pour la lutte contre les incendies d'immeubles, l'évacuation de personnes coincées dans des étages élevés ou les opérations de sauvetage délicates. Durant cette séance, les agents ont pris part à des exercices appliqués et des simulations pratiques,

leur permettant de perfectionner leurs réflexes, d'améliorer la coordination entre les équipes et de renforcer leur rapidité d'exécution. Ces mises en situation visent à rapprocher les conditions d'entraînement de la réalité du terrain, afin que les secouristes soient prêts à intervenir efficacement, quelles que soient les circonstances. La direction de la protection civile a souligné que ce type de formation s'inscrit dans un programme régulier de perfectionnement destiné à maintenir un haut

niveau de compétence parmi les équipes. Elle a également réaffirmé son engagement à poursuivre l'organisation de telles sessions pédagogiques, en mettant l'accent sur la sécurité, la prévention et la maîtrise du matériel moderne. À travers cette initiative, la protection civile réaffirme son rôle central dans la préservation de la sécurité des citoyens et la protection des biens, tout en consolidant la confiance du public dans la capacité de ses agents à faire face à toutes les situations d'urgence.



SETIF / GENDARMERIE NATIONALE :

Lancement d'une campagne de sensibilisation à la sécurité routière au profit des conducteurs de bus

Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Sétif a lancé dimanche au niveau de la gare routière à la sortie Ouest de la capitale des hauts plateaux une campagne de sensibilisation des conducteurs de bus au respect des règles de la sécurité routière. Le sergent-chef Soltani Moundher a indiqué à l'occasion que cette campagne vise à

prévenir les accidents de la circulation, notamment des véhicules de transport public des voyageurs desservant les longs trajets et coïncide avec le plan de circulation mis en place par le commandement de la gendarmerie nationale pour la sécurisation de la saison estivale. La campagne se poursuivra au 31 août et portera sur la sensibilisation des conducteurs

aux risques fatals liés aux accidents impliquant les moyens de transport public de voyageurs de sorte à diffuser la culture de la circulation et renforcer leur sens de responsabilité, a ajouté la même source. Des dépliants ont été distribués à l'occasion parallèlement à la présentation de conseils sur l'importance du respect des règles de conduite saine

pour réduire les accidents de la circulation et préserver la sécurité des citoyens. La campagne sera poursuivie avec la participation des divers acteurs dont la direction du transport et les services de sûreté nationale et de la protection civile au niveau des gares routières de transport des voyageurs des communes d'El Eulma et d'Ain Oulmène ainsi qu'au niveau



de l'autoroute Est-ouest pour toucher le plus grand nombre de conducteurs, selon la même source.

Mystère des cadavres de la Seine :

2 Algériens parmi les victimes d'un présumé tueur en série

De nouveaux éléments bouleversent l'enquête sur les quatre cadavres repêchés dans la Seine. L'affaire est d'autant plus troublante que l'identité des victimes et du suspect principal est entourée de mystère. Entre fausse identité, tueur en série présumé et une vie de sans-abri, de nombreuses questions entourent encore ce dossier.

L'enquête sur les quatre corps retrouvés dans la Seine à Choisy-le-Roi révèle de nouveaux éléments troublés. Le principal suspect, d'abord présenté sous la fausse identité d'un sans-abri algérien du nom d'Ahmed Ben Ali, serait en réalité Monji, un

ressortissant tunisien.

Les enquêteurs de la brigade criminelle de Paris pensent que ce mystérieux sans abri est un tueur en série et qu'il est responsable de ces quatre décès.

Deux Algériens identifiés parmi les victimes repêchés dans la Seine

Les quatre victimes ont été identifiées grâce à des analyses ADN et aux empreintes génétiques. Il s'agit d'un Français de 48 ans résidant à Créteil, d'un Algérien de 21 ans vivant à Choisy-le-Roi, et de deux sans-abris, l'un Algérien de 21 ans et l'autre Tunisien de 26 ans.

Le parquet de Créteil explique que deux des corps présentaient

des traces de violence, tandis qu'une trace suspecte a été découverte sur un troisième corps, sans que son origine puisse être déterminée. D'après la chronologie du parquet, tous ont été tués en moins de 16 jours.

Selon des sources proches de l'enquête, citées par la presse française, Monji connaissait deux des victimes, mais n'avait aucun lien direct avec les deux autres : Abdallah, la première victime, disparue le 26 juillet. Le jeune homme avait été vu en compagnie du suspect, des photos en attestent. Amir, qui fréquentait le squat de Choisy-le-Roi, a disparu le 31 juillet. Le suspect aurait utilisé sa carte bancaire après sa mort.

Le 11 août, Frantz, un homme plus âgé et résidant à Créteil, a disparu. Son corps avait été retrouvé avec des traces de strangulation, et son ADN a été identifié sur les vêtements du suspect.

L'identité incertaine du suspect

Le 5 août dernier, la police a contrôlé Monji dans son squat à Choisy-le-Roi. Bien qu'il se soit présenté comme Ahmed Ben Ali, il était en possession de deux téléphones portables et des cartes d'identité d'Abdallah et de Sami, qui est la troisième victime. À ce moment-là, les deux hommes n'avaient pas été signalés comme disparus. Monji a donc été inculpé pour recel de biens volés avant d'être relâché.

Initialement, l'homme s'est présenté à la police comme un Algérien né à Oran en 2000. Durant sa garde à vue, il a refusé de parler et a nié toutes les accusations.

Les enquêteurs ont finalement découvert sa véritable identité : il s'appellerait en réalité Monji et serait de nationalité tunisienne. Il vivait dans un squat de près de la Seine, à Choisy-le-Roi, où les corps ont été retrouvés. En raison de son silence, les mobiles de ce crime en série et ce qui a déclenché son passage à l'acte restent inconnus.

Le second suspect, qui avait été interpellé jeudi, a lui été mis hors de cause et relâché samedi soir.

Les militaires de la garde nationale déployés à Washington commencent à porter des armes

Face à la contestation démocrate, Donald Trump persiste et étend ses menaces de déploiement de la garde nationale, attisant la tension entre la Maison-Blanche et plusieurs grandes villes américaines, selon le monde fr.

Les démocrates américains ont accusé, dimanche 24 août, Donald Trump de « fabriquer des crises » pour justifier l'envoi de militaires de la garde nationale dans des mégapoles tenues par l'opposition, que le président républicain estime être « rongées » par la criminalité.

Le dirigeant conservateur de 79 ans, qui applique à marche forcée son programme de lutte draconienne contre la délinquance et l'immigration, a menacé dimanche une grande ville de plus, Baltimore, dans l'Etat du Maryland, dirigée par un démocrate, d'y dépêcher des « troupes » de ce corps de réserve de l'armée.

Des milliers de gardes nationaux et de marines avaient été déployés en juin à Los Angeles (Californie), et depuis le 12 août dans la capitale fédérale, Washington, où des véhicules blindés stationnent devant la gare et le long de l'immense esplanade – The National Mall – bordée par les institutions et monuments du pays.



Les réservistes de la garde nationale ont commencé à porter leurs armes de service, dimanche soir, a annoncé l'armée dans un communiqué, ajoutant qu'ils ne sont autorisés à faire usage de la force qu'« en dernier recours et seulement en réponse à une menace imminente de mort ou de blessure corporelle grave ».

Donald Trump menace aussi d'envoyer des forces de l'ordre fédérales à Chicago (Illinois), puis à New York (Etat de New York), troisième et première mégapoles américaines.

Les réservistes de la garde nationale dépendent de chaque Etat américain et ne peuvent être déployés qu'en cas d'urgence nationale, comme une catastrophe naturelle, à la demande de l'Etat fédéral et avec l'aval du gouverneur local.

Ils ne sont pas censés intervenir contre la criminalité, les émeutes ou les manifestations.

« **Aucune base légale** »

« Donald Trump n'a aucune base légale, aucune autorité, pour essayer d'envoyer des troupes fédérales à Chicago », a tonné sur la chaîne CNN le chef de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, Hakeem Jeffries. « Nous devons continuer de soutenir les forces de l'ordre locales et ne pas laisser Donald Trump jouer avec la vie des Américains, ni fabriquer une crise pour détourner l'attention, car il est profondément impopulaire », a martelé cet élu de New York au Congrès.

Le gouverneur démocrate de l'Illinois, J. B. Pritzker, où se trouve Chicago, a assuré sur X que son Etat « coopérait depuis

longtemps avec les forces de l'ordre fédérales » contre une criminalité qui a souvent meurtri cette grande ville posée au bord des Grands Lacs. « Mais nous ne laisserons pas un dictateur nous imposer sa volonté », a lancé cette figure du Parti démocrate et opposant en vue de Donald Trump.

Ce dernier a réagi à des messages « au ton plutôt méchant et provocateur » d'un autre démocrate, le gouverneur du Maryland, Wes Moore. Il avait proposé, samedi soir sur X, au milliardaire new-yorkais « une promenade » à Baltimore pour tordre le cou aux « mensonges déblatérés contre les progrès que nous réalisons en matière de sécurité ». « Eh Donald, on peut te fournir une voiture de golf si ça facilite les choses. Tiens-moi au courant ! », a ironisé le dirigeant de cet Etat qui jouxte Washington et dont la cité portuaire Baltimore, théâtre de la série Sur écoute, fut longtemps considérée comme dangereuse.

Trump : « Baltimore hors de contrôle »

« J'imagine qu'il parle de Baltimore hors de contrôle et rongée par la criminalité ? (...) Si Wes Moore a besoin d'aide (...) j'y enverrai les "troupes", comme on est en train de le faire tout près, à Washington, afin de se débarrasser de la

criminalité », a rétorqué sur son réseau, Truth Social, le président américain. M. Moore lui a répondu sur CNN et CBS qu'il « n'autoriserai[t] pas l'utilisation de la garde nationale du Maryland » pour combattre la criminalité, parce que « c'est inconstitutionnel ». Quant à Chicago, le Washington Post affirme depuis samedi que le Pentagone y prépare depuis des semaines le déploiement de la garde nationale, là encore officiellement contre la criminalité et l'immigration.

Le ministère de la défense n'a fait aucun commentaire. Le président américain avait affirmé, vendredi, du bureau Ovale que de « magnifiques femmes afro-américaines dis[ai]ent : "S'il vous plaît, président Trump, venez à Chicago" », annonçant que cette ville ainsi que New York, capitale économique et culturelle, seraient « les prochaines » sur la liste.

Washington accueille déjà plus de 1 900 réservistes de la garde nationale, envoyés par des Etats républicains, ainsi que des policiers d'agences fédérales, comme le FBI, la police de l'immigration (ICE) ou celle qui lutte contre les trafics de drogue (DEA). « Nous allons rendre nos villes très, très sûres », a promis Donald Trump.

En Guinée, un des trois partis suspendus par la junte au pouvoir va contester en justice une décision « illégale »

Trois des principales formations politiques du pays ont été suspendues, samedi, pour « quatre-vingt-dix jours », avant le référendum constitutionnel du 21 septembre, selon le monde fr.

L'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), le parti de l'ancien premier ministre de Guinée Cellou Dalein Diallo, a dénoncé, dimanche 24 août, une décision « illégale » et annoncé un recours judiciaire au lendemain de la suspension du mouvement par la junte au pouvoir, avec deux autres formations, avant le référendum constitutionnel du 21 septembre.

Le ministère de l'administration territoriale a annoncé, samedi, la suspension pour « quatre-vingt-dix jours » de trois des principaux partis du pays, dont ceux de l'ex-président

Alpha Condé et de l'ex-premier ministre Diallo. Les trois formations n'ont pas « satisfait [à leurs] obligations », selon lui.

Cette décision a été annoncée alors que l'opposition et la société civile ont appelé à des manifestations à partir du 5 septembre pour dénoncer, selon elles, une volonté du chef de la junte, le général Mamadi Doumbouya, de confisquer le pouvoir à l'aide du référendum constitutionnel.

L'UFDG fustige une suspension « illégale » et « se réserve le droit de saisir la Cour suprême pour en demander l'annulation ».

L'opposition dénonce la tenue du référendum

L'UFDG avait été informée à la fin de juin par le ministère qu'elle devait « surseoir » à son congrès du 6 juillet en raison de risques de troubles.

Des dissidents du parti, dont le porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoul Diallo, exclu de la formation après sa nomination à cette dernière fonction, avaient menacé, sans leur réintégration, de perturber ce congrès. L'UFDG, en contestation de la décision du ministère, avait saisi la Cour suprême dont une décision était attendue jeudi.

L'opposition guinéenne dénonce la tenue du référendum convoqué par le général Doumbouya, arrivé au pouvoir en septembre 2021 après avoir renversé le président Condé, qui dirigeait le pays depuis plus de dix ans.

A la fin de juin, un projet de Constitution a été présenté au général Doumbouya. Ce texte doit ouvrir la voie à un retour à l'ordre constitutionnel promis par les militaires.



Les dispositions de ce projet ne permettent pas de savoir de manière explicite si M. Doumbouya pourra ou non se présenter à une prochaine présidentielle.

Une « charte de transition » établie par la junte peu après le coup d'Etat impose qu'aucun

membre de la junte, du gouvernement ou responsable des institutions de transition ne se présente aux élections. L'adoption d'une nouvelle Constitution pourrait faire sauter ce verrou, dans ce pays dirigé pendant des décennies par des régimes dictatoriaux.

François Bayrou en conférence de presse lundi, face aux risques de censure du budget 2026 et à des appels aux blocages

Après avoir annoncé, à la mi-juillet, des mesures pour trouver quelque 44 milliards d'euros d'économies et de recettes, le chef du gouvernement estime que ces dernières « peuvent toutes être discutées » et se dit « prêt à entendre d'autres propositions ; sur les jours fériés, par exemple », selon le monde.fr.

Sera-t-il censuré sur son projet de budget à 44 milliards d'euros d'économies ? Le premier ministre, François Bayrou, tient une conférence de presse lundi 25 août à 16 heures, marquant la rentrée politique. Depuis l'annonce des orientations budgétaires, le 15 juillet, pour réaliser 43,8 milliards d'euros d'économies par le biais de nombreuses mesures – année blanche fiscale, gel des pensions et prestations sociales, suppression de deux jours fériés... –, le premier ministre fait face à une menace de censure brandie par la gauche et le Rassemblement national. Il doit aussi affronter des appels à bloquer le pays le 10 septembre, nés sur les réseaux sociaux et les messageries, et soutenus par la France insoumise (LFI) de Jean-Luc Mélenchon, qui

a dit espérer « la grève générale ». Les écologistes et les communistes soutiennent également cet appel. Le premier secrétaire du Parti socialiste (PS), Olivier Faure, a dit vouloir l'accompagner.

Circonspects vis-à-vis de ce mouvement « nébuleux », selon Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, qui évoque la crise des « gilets jaunes », les syndicats de salariés, opposés au budget Bayrou comme au projet gouvernemental de réformer à nouveau l'assurance-chômage, réfléchissent à leurs moyens d'action, avant une intersyndicale prévue pour le 1er septembre. Sans attendre, plusieurs unions départementales et fédérations de la CGT et de Solidaires – SUD-Rail et SUD-Industrie – ont prévu de se mobiliser le 10 septembre.

« Tout le monde a le droit de protester, mais je ne crois pas que, devant une telle crise, la réponse des Français puisse être de bloquer le pays », a jugé M. Bayrou dans des propos rapportés par La Tribune Dimanche.

Si les quelque 44 milliards d'économies sont « intangibles », « les mesures peuvent toutes être discutées. J'ai dit

que j'étais prêt à entendre d'autres propositions ; sur les jours fériés, par exemple, peut-être d'autres dates sont-elles possibles. Mais la seule chose pour moi qui n'est pas possible, c'est qu'on renonce à la prise de conscience et à la volonté de sortir du piège infernal dans lequel nous sommes, celui du surendettement », a récemment insisté M. Bayrou auprès de l'Agence France-Presse (AFP).

« Rien à négocier », selon LFI

Le premier ministre, qui a été reçu par Emmanuel Macron jeudi à Brégançon, dans le Var, est notamment attendu sur les contours de la « contribution des plus fortunés » évoquée le 15 juillet. Il est « prêt à bouger » sur le sujet, assure un de ses soutiens à l'AFP, alors que des membres du MoDem rappellent leur opposition à la suppression de l'ISF en 2017.

Suffisant pour s'entendre avec le PS ? « En l'état, rien ne va et c'est la censure assurée », a réaffirmé dimanche le député Arthur Delaporte, sur BFM-TV ajoutant que les socialistes présenteraient des « propositions alternatives » dans les « prochains jours ».



De son côté, François Hollande a dit lundi, sur France Inter, ne pas vouloir d'une « censure immédiate » du gouvernement Bayrou si celui-ci ouvre une négociation sur le budget, tout en appelant à revoir la répartition des efforts devant permettre de dégager 44 milliards d'euros. « Ce serait mieux si c'était (...) 22 milliards en matière de dépenses [et] 22 milliards du côté de la recette » en demandant aux plus favorisés de contribuer davantage, a suggéré l'ex-président et député socialiste.

La France insoumise (LFI), elle, compte déposer une motion de censure

contre le gouvernement dès la reprise des travaux parlementaires, la semaine du 22 septembre, avant même le dépôt des textes budgétaires, a rappelé lundi la cheffe de file des députés LFI, Mathilde Panot. Le parti ne se rendra pas aux concertations avec les groupes parlementaires que le gouvernement lance pour discuter du budget de l'Etat et de la Sécurité sociale, a-t-elle averti.

« Il n'y a rien à négocier dans ce budget », a-t-elle dit sur BFM-TV et RMC, ajoutant : « Nous n'allons pas négocier des miettes » comme la suppression d'un jour férié au lieu de deux.

Au Vietnam, le typhon Kajiki pousse des dizaines de milliers de personnes à l'évacuation



Le typhon, qui se trouve actuellement en mer, devrait toucher terre lundi, avec des vents de 157 kilomètres à l'heure.

Le centre de Vinh, ville côtière, a été inondé, selon le monde.fr. Des dizaines de milliers d'habitants ont été évacués lundi

25 août des régions côtières du Vietnam, au moment où le typhon Kajiki s'apprête à toucher la région centrale du pays. Kajiki, le cinquième typhon à frapper le Vietnam cette année, se trouve actuellement en mer, dans le golfe du Tonkin, des vagues atteignant jusqu'à 9,5 mètres. Il devait toucher terre vers 13 heures, heure locale, (8 heures à Paris), avec des vents de 157 kilomètres à l'heure, selon le Centre national de prévisions hydrométéorologiques du Vietnam. Quelque 325 500 personnes de cinq provinces côtières doivent être évacuées vers des abris temporaires dans des écoles et des bâtiments publics, ont fait savoir les autorités.

Le centre de Vinh, ville côtière du centre du pays, a été inondé pendant la nuit. Le matin, les rues étaient globalement désertées, et la plupart des magasins et des restaurants, fermés. Les commerçants et les habitants avaient également protégé les entrées à l'aide de sacs de sable.

Vols annulés

A l'aube, près de 30 000 personnes avaient été évacuées de la région, et 16 000 militaires avaient été mobilisés. Plus d'une dizaine de vols intérieurs au Vietnam ont été annulés dimanche, et deux aéroports domestiques ont été fermés, tandis que tous les bateaux de pêche situés sur le chemin du

typhon ont été rappelés au port. La tempête devrait cependant considérablement perdre en intensité après avoir touché terre.

Au Vietnam, plus de 100 personnes ont été tuées ou portées disparues en raison de catastrophes naturelles au cours des sept premiers mois de 2025, selon le ministère de l'agriculture. Les pertes économiques sont estimées à plus de 21 millions de dollars (18 millions d'euros). Le Vietnam a subi une perte de 3,3 milliards de dollars en septembre 2024 en raison du typhon Yagi, qui a balayé le nord du pays et causé des centaines de morts.

Chikungunya : le vaccin Ixchik suspendu aux Etats-Unis après de nouveaux effets indésirables

Le vaccin du laboratoire Valneva avait déjà été suspendu par la France et l'Union européenne chez les personnes de plus de 65 ans, à la suite d'effets secondaires graves, selon le monde.fr.

Les autorités sanitaires américaines ont suspendu l'autorisation d'Ixchik, un vaccin contre le chikungunya développé par le laboratoire franco-autrichien Valneva, en appuyant leur décision sur de nouveaux signalements d'effets secondaires, a annoncé le groupe. « Cette suspension entre en vigueur immédiatement et implique une interruption de l'envoi et de la vente d'Ixchik aux Etats-Unis », a détaillé Valneva dans un communiqué daté du lundi

25 août.

Ce vaccin est l'un des premiers à être développés contre le chikungunya, maladie virale transmise d'un humain à l'autre par des piqûres de moustique. Les autorités sanitaires françaises en avaient fait un outil central de la lutte, au printemps, contre une épidémie majeure à La Réunion. Mais son déploiement a été perturbé par le signalement d'une vingtaine d'effets graves, tous chez des personnes âgées. Selon le dernier bilan, une mort sur place est très vraisemblablement liée au vaccin.

Dans ce contexte, le vaccin avait été suspendu pour les plus de 65 ans par la France, puis par l'Union européenne (UE). Mais

cette dernière l'avait réautorisé en juillet, jugeant que ses effets secondaires ne remettaient pas en cause son intérêt pour lutter contre une maladie particulièrement à risque chez les plus âgés. Entre-temps, la suspension du vaccin avait, de fait, presque réduit à néant la vaccination à La Réunion.

De nouveaux effets secondaires aux Etats-Unis

Les Etats-Unis, par le truchement de leur Food and Drug Administration (FDA), ont quant à eux décidé de suspendre le vaccin pour tout le monde, expliquant cette décision par le signalement de nouveaux effets secondaires graves dans le pays : quatre chez des patients dont l'âge s'échelonne de 55 à 82 ans.

Ce choix « se fonde sur de graves inquiétudes quant à la sécurité du vaccin, qui semble provoquer des troubles semblables au chikungunya », affirme la FDA sur son site, assurant que « les bénéfices du vaccin ne compensent pas ses risques, selon les scénarios les plus plausibles ». « Ce vaccin n'est pas sûr », et son maintien « poserait un danger sanitaire », insiste-t-elle.

La décision s'inscrit dans un contexte où nombre de chercheurs s'inquiètent de voir la politique sanitaire des Etats-Unis prendre un tour vaccinosceptique sous l'égide de Robert Kennedy Jr, nommé à la tête du ministère de la santé par le président Trump. Dernière décision en date, les Etats-Unis vont cesser

de financer le développement de plusieurs vaccins à ARN messenger, une technologie qui a permis la création des vaccins contre le Covid-19 les plus efficaces.

Sans critiquer frontalement la décision de la FDA, Valneva a évoqué une suspension « soudaine » et jugé que les nouveaux effets signalés étaient « comparables » à ceux qui étaient déjà connus. Le groupe n'a pas, pour l'heure, révisé ses prévisions financières en conséquence, mais dit évaluer l'impact financier que pourrait avoir un retrait définitif du vaccin aux Etats-Unis. A l'ouverture de la Bourse de Paris, lundi, l'action du laboratoire dévissait de 26,46 %, à 3,71 euros.

EN A' :

Une CHAN raté, mais des leçons à retenir

L'aventure est déjà terminée pour l'équipe nationale A'. Sortie en quart de finale du Championnat d'Afrique des nations (CHAN) après une prestation terne face au Soudan, la sélection de Madjid Bougherra repart les mains vides mais non sans enseignements. Entre bonnes séquences, manques criants et fatigue généralisée, ce tournoi aura servi de révélateur, autant pour les joueurs que pour le staff. Retour sur une participation contrastée, riche d'enseignements mais aussi de regrets.

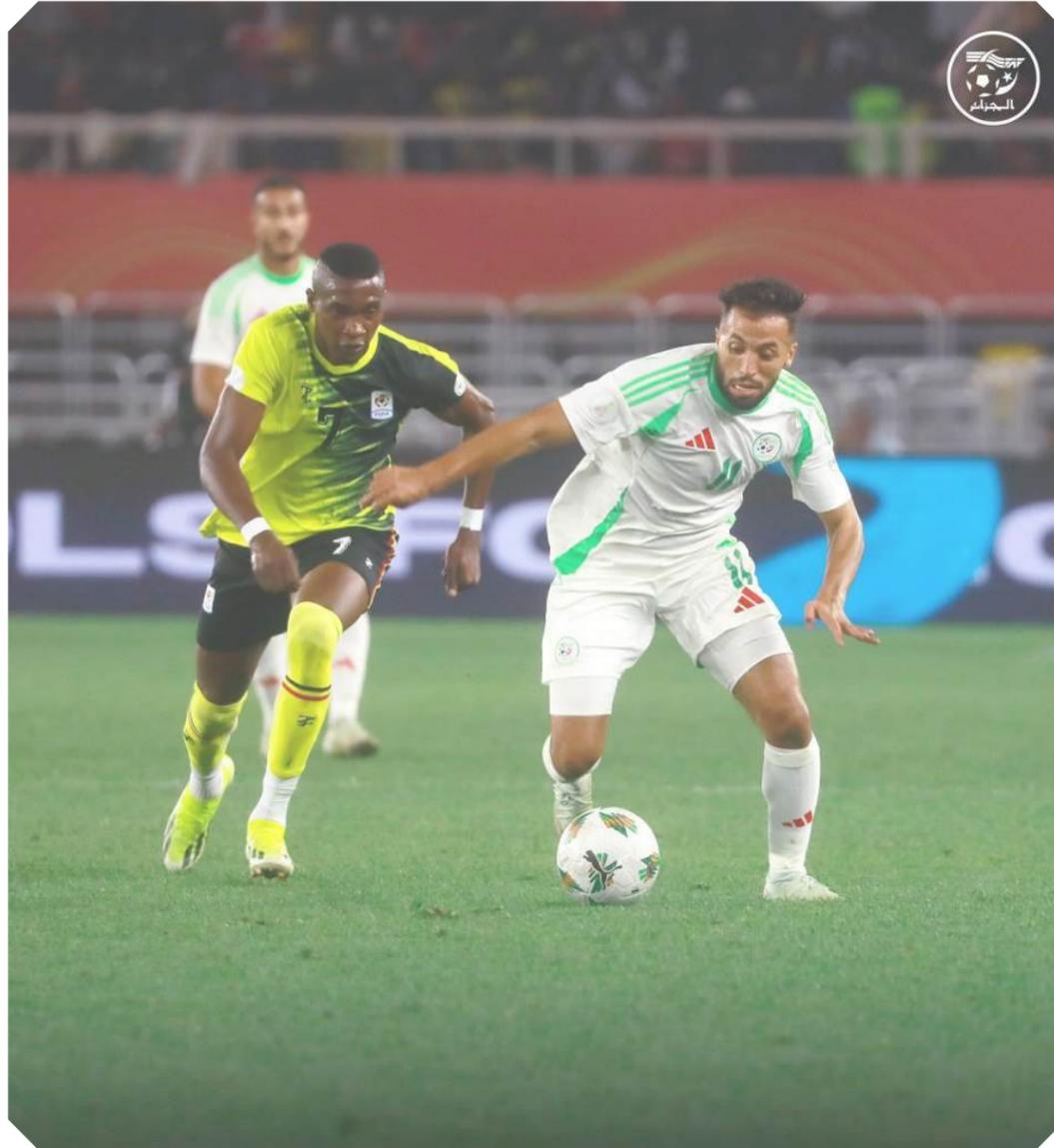
Mauvaise préparation et illusion inaugurale

La campagne de l'Algérie A' a débuté de manière idéale, avec un large succès (3-0) face à l'Ouganda. Un résultat qui a rapidement suscité des espoirs, mais qui s'est avéré trompeur. L'enthousiasme du premier soir a masqué des carences évidentes qui sont apparues au fil de la compétition. Plus inquiétant encore, ce succès inaugural a peut-être endormi une équipe qui croyait pouvoir surfer sur sa dynamique sans régler ses véritables problèmes. La préparation avait déjà donné des signaux négatifs. Le report du match face à la RDC, les prestations moyennes contre la Mauritanie puis la JSS avaient mis en évidence des failles physiques et mentales. Bougherra pensait pouvoir compenser ces manques par l'envie et la combativité, mais la compétition a rappelé une évidence : on ne rattrape pas une préparation incomplète par la seule bonne volonté.

En deux semaines seulement de travail collectif (contre des préparations d'environ un mois chez les adversaires), les joueurs n'ont pas eu le temps de se régénérer. Beaucoup sortaient d'une saison usante, prolongée jusqu'à la finale de la Coupe d'Algérie début juillet. Mahious, Meziane, Khacef, Boukerchaoui ou Merghem avaient enchaîné sans réel repos, attaquant la préparation dès le 20 juillet sur les rotules. Dans ces conditions, la sélection ne pouvait pas espérer rivaliser sur la durée.

Des limites physiques et mentales criantes

Le quart de finale perdu face au Soudan a mis en lumière la principale faiblesse de l'Algérie A' : son déficit offensif et surtout athlétique. Les Fennecs locaux ont manqué de souffle et d'intensité. Dès la deuxième rencontre, les signes d'essoufflement étaient visibles. Bougherra lui-même a reconnu que son groupe n'avait pas le rythme nécessaire pour répéter les efforts allant même jusqu'à expliquer la méforme de Mahious par son état physique limité.



À ce problème physique s'est ajouté un facteur psychologique non négligeable. Beaucoup de joueurs, privés de véritables vacances et conscients des enjeux dans leurs clubs respectifs, avaient «hâte d'en finir», selon un membre de la délégation. La fatigue mentale a pesé lourd : concentration émoussée, lucidité absente dans les moments décisifs, frustration grandissante. Certes, l'engagement n'a jamais fait défaut, mais l'énergie et la sérénité faisaient cruellement défaut. Le scénario du tournoi n'a rien arrangé. Avec deux matches amicaux, cinq rencontres officielles et même un match d'application disputé par les remplaçants contre Kampala City, le groupe a enchaîné huit matches en un laps de temps très court. Une cadence intenable pour des joueurs qui n'avaient pas les ressources physiques nécessaires.

Des choix de sélection discutables

Ce CHAN a également mis en évidence certaines erreurs de casting. Plusieurs joueurs convoqués par Bougherra n'ont pratiquement pas joué, à l'image de Kohili, Abada ou Mechid. Le coach ne voulait visiblement pas prendre de risques avec eux, notamment les deux premiers, ce qui pose la question de leur présence dans la liste finale, au moment où la rue s'interrogeait sur l'absence de certains éléments

comme Dib ou Boukhanchouche qui pouvaient apporter leur vécu dans une compétition pareille. À l'inverse, d'autres éléments ont été surutilisés, au risque de les épuiser.

La gestion du milieu de terrain est particulièrement révélatrice. Privé de Benkhemassa et Benguit, dont l'absence s'est fait lourdement sentir, Bougherra a misé presque exclusivement sur le duo Draoui-Boukerchaoui. Les deux hommes ont brillé contre l'Ouganda, avant de montrer rapidement leurs limites. Pourtant, le staff disposait d'un Mehdi Boudjemaâ, joueur confirmé et reconnu, mais qui a été très peu utilisé. Un choix incompris et discuté.

Même constat dans le rôle de sentinelle, où Merbah a disputé toutes les rencontres sans réelle doublure et sans la moindre concurrence au sein du groupe. Un risque énorme sur un poste sensible. La gestion des blessés a également fait débat : Bouras, touché avec la JSS avant même le départ, a été emmené à Kampala avant d'être libéré sans jouer, alors que des échos d'Ouganda parlaient d'une blessure qui ne pouvait pas lui permettre de rejouer dans le tournoi. Une perte sèche pour l'équipe, notamment dans l'animation du milieu.

En attaque, le vide est apparu flagrant. Après Mahious et Bayazid, Bougherra n'avait aucune solution crédible. Le

départ de Berkane au Qatar a pesé lourd, peut-être plus encore que celui de Boulbina. Meziani, convoqué en renfort de dernière minute, n'a rien apporté : entré en cours de match face à l'Ouganda, il s'est blessé, il est ensuite revenu avant de rechuter et a disparu du tournoi. Le secteur offensif, trop dépendant de Mahious, n'a jamais pesé contre les défenses solides, seul Bayazid dont le profil très spécial a pu tirer son épingle du jeu et profiter, à chaque entrée en jeu, de la fatigue des défenses adverses pour marquer à 3 reprises.

Enseignements positifs, aventure contestée

Si le bilan comptable est décevant, il serait injuste de ne retenir que les aspects négatifs. Cette participation, longtemps compromise et même rejetée par des dirigeants de la FAF, a tout de même permis à Bougherra et à son staff d'avancer dans leur chantier. Sans ce CHAN, l'Algérie A' en serait encore au stade des intentions. Aujourd'hui, un noyau de 12 à 13 joueurs s'est dégagé, sur lequel le sélectionneur pourra bâtir.

Le public algérien, d'abord indifférent, s'est progressivement intéressé à l'équipe. Il a découvert des visages, mesuré les carences, mais aussi identifié les forces. Cette sélection n'a pas l'étoffe d'un futur champion, mais elle a donné quelques repères. L'engagement des joueurs a été

salué, même si leurs corps ont fini par trahir leurs intentions. Surtout, cette compétition a offert un vrai volume de jeu collectif. Huit matches disputés (entre amicaux et officiels), des schémas testés (souvent en 4-1-4-1), des automatismes créés : autant d'éléments précieux en vue de la Coupe arabe prévue en décembre. Dans ce cadre, l'objectif n'était pas uniquement de gagner, mais d'apprendre. Et sur ce plan, mission accomplie, même si le prix a été élevé.

Coupe arabe et groupe à reconstruire

Le défi de Bougherra commence maintenant. Le CHAN a révélé les limites de certains choix, mais il a aussi permis de voir sur qui le staff pourra compter. Environ la moitié du groupe actuel pourrait constituer l'ossature de l'équipe qui ira disputer la Coupe arabe au Qatar. L'intégration de renforts évoluant dans d'autres championnats (Russie, Qatar, Arabie saoudite... etc.) viendra compléter cette base. Deux stages sont déjà prévus en octobre et novembre, avec au programme des matches amicaux. Cette fois, l'Algérie devrait se préparer sérieusement, avec une vision claire et du temps pour bâtir. La Coupe arabe, dans un contexte plus relevé et un objectif très clair, celui de défendre un titre en poche, sera un vrai test. Bougherra et ses hommes pourraient d'ailleurs recroiser le Soudan de Kwesi Appiah, cette fois encore plus métamorphosé, mais dans des conditions différentes, sur de meilleurs pelouses et un meilleur confort.

Le chemin reste long, mais ce CHAN aura au moins eu le mérite de mettre chacun face à ses responsabilités. Les joueurs savent désormais ce qui est attendu. Le staff a identifié les carences, les postes à doubler, les blessures à gérer différemment. Et le public, sceptique au départ, a vu de ses propres yeux ce que vaut réellement cette équipe. L'heure n'est plus aux illusions, mais à la construction. La préparation, bâclée, a rappelé une vérité simple : on ne construit pas une équipe en deux semaines. L'histoire retiendra que ce tournoi aura servi de répétition générale, l'idéal aurait été de rajeunir, comme espéré initialement par la FAF (l'idée de jouer le tournoi avec des U20 avait été évoquée) mais cela n'a pas été fait. La durée de vie de cette sélection dépendra désormais de la capacité de Bougherra à transformer ce groupe d'un soir en une équipe d'avenir en 4 mois, apte à défendre les couleurs du pays lors de la prochaine Coupe arabe et les prochaines éditions du CHAN.

Real Madrid : C'est le flou total avec Rodrygo

Annoncé sur le départ du Real Madrid, Rodrygo continue de souffler le chaud et le froid. Et les différentes versions s'opposent encore à une semaine de la fin du mercato.

C'était la surprise du chef, dimanche soir à Oviedo. Xabi Alonso faisait deux choix forts : d'abord, laisser Vinicius Jr sur le banc de touche. Puis, faire place à Rodrygo Goes dans son onze de départ. Une décision qui a surpris du monde du côté de la capitale espagnole, principalement parce que tout le monde était convaincu que Rodrygo n'entraîne pas dans les plans du tacticien basque.

Il faut dire qu'il n'avait pas joué lors de la première journée face à Osasuna, et avant les vacances,

lors du Mondial des Clubs, il avait globalement été peu utilisé. Ces derniers temps, il était question d'intérêts très prononcés de clubs anglais, comme Tottenham et Manchester City, capables de mettre une jolie somme d'argent pour s'offrir le joueur, auteur de 6 buts et 5 passes décisives en 30 rencontres de championnat la saison dernière.

Un choix fort

Et comme l'indique la Cadena SER, confirmant des informations parues plus tôt, Rodrygo a fait son choix : il veut rester au Real Madrid. Il est confiant quant à sa capacité à redevenir un joueur indiscutable sous les ordres de Xabi Alonso, et est convaincu qu'il peut se faire une place dans

le onze titulaire. En revanche, c'est à gauche qu'il souhaite jouer, et non plus à droite comme il a eu l'habitude d'évoluer toutes ces années.

Il estime que c'est à ce poste qu'il peut être le plus performant, quitte à avoir un sacré concurrent face à lui : Vinicius Jr. Il devrait donc refuser toute proposition qui lui sera faite d'ici la fin du mercato, et nul doute qu'elles risquent d'être nombreuses. Toutefois, une autre source vient infirmer cette version. En effet, selon les dernières informations de The Athletic, le Brésilien aurait demandé à ses agents de lui trouver un nouveau club.

D'après le média britannique, Rodrygo a demandé aux



agents Pini Zahavi et Kia Joorabchian d'explorer une nouvelle destination pour lui cet été, malgré le fait que son camp insiste sur le fait qu'il veut rester à Madrid. Une telle décision suggère clairement que

la possibilité d'une sortie a au moins été fortement envisagée, mais les clubs qui ont exprimé leur intérêt ont eu l'impression que Rodrygo n'était pas totalement convaincu à l'idée de quitter la capitale espagnole. Le suspense reste total.

PSG :

Ça se complique pour Gianluigi Donnarumma

Ses adieux émouvants au Parc des Princes laissent penser que son départ est imminent, et pourtant, malgré l'intérêt de Manchester City, Gianluigi Donnarumma est encore loin d'avoir trouvé un point de chute.

Poussé par ses partenaires à profiter des acclamations du Parc des Princes, Gianluigi Donnarumma a vécu un grand moment d'émotion vendredi soir à l'issue de PSG-Angers. Le portier italien ne pensait sûrement pas dire adieu au public du Parc des Princes si tôt, quelques semaines après avoir remporté la Ligue des Champions. Mais la direction du PSG en a décidé



autrement en recrutant Lucas Chevalier, à la demande de Luis Enrique.

Poussé dehors à un an de la fin de son contrat, Gianluigi Donnarumma ne semble pas vouloir pourrir la situation en

restant au club, et ses agents ont vite sondé le marché. Avec deux clubs visiblement prêts à sauter sur l'occasion, Manchester City et Manchester United. C'est surtout le premier nommé qui a exprimé son intérêt, malgré

le récent recrutement de James Trafford, dont la prestation calamiteuse face à Tottenham a fait naître de gros doutes.

Man City pas si déterminé

Toutefois, Manchester City ne serait pas si déterminé à récupérer Gianluigi Donnarumma. En effet, comme le rapporte Skysports, Manchester City souhaite conserver Ederson, son portier brésilien, pourtant courtisé par Galatasaray à un an de la fin de son contrat. Et Ederson n'est pas contre rester à Manchester, même s'il a perdu sa place, du moins temporairement. Manchester City ne s'activera sur le dossier Donnarumma qu'en cas de départ d'Ederson, ce qui est encore loin

d'être fait, à une semaine de la fin du marché estival.

De plus, Skysports ajoute qu'aucun accord n'a été trouvé entre Manchester City et les représentants de Donnarumma sur les contours d'un futur contrat. Enfin, il faudra aussi s'entendre avec le Paris Saint-Germain, qui réclame entre 40 et 50 M€ pour lâcher son international italien. Un tarif abordable mais Man City n'a pas encore décidé d'en profiter. L'autre club mancunien est quant à lui sur le point de s'offrir Senne Lammens pour 20 millions d'euros. Une piste en moins pour Donnarumma, dont les adieux parisiens pourraient finalement s'avérer précoces.

Le Real Madrid ne lâche pas l'affaire avec Vitorinha

Selon la presse espagnole, le Real Madrid convoite toujours le milieu de terrain portugais pour l'avenir proche.

Le Real Madrid a frappé fort, et vite, cet été. Quatre nouveaux visages - Dean Huijsen, Alvaro Carreras, Trent Alexander-Arnold et Franco Mastantuono - qui devraient permettre à Xabi Alonso d'entamer un nouveau cycle avec un effectif rajeuni et qui a faim de titres. Seulement, du côté de Madrid, beaucoup estiment qu'il y a encore des lacunes à certains postes, dont l'axe de la défense mais surtout le milieu de terrain, où un certain manque de créativité continue de se faire sentir.

Xabi Alonso avait d'ailleurs, depuis le début de l'été, demandé du renfort à ce poste. Plusieurs noms comme ceux de Martin Zubimendi ou Angelo Stiller sont sortis dans la presse, mais les Merengues ne sont jamais vraiment passés à l'attaque. Et selon la presse espagnole, il pourrait y avoir une surprise de dernière minute à Madrid, avec

la possible arrivée d'un milieu de terrain d'ici la fin du mois d'août.

Un renfort de poids pour l'été prochain

Si le nom d'Adam Wharton (Crystal Palace) est souvent revenu dans les publications pro-Madrid ces dernières heures, voilà que Marca explique que les décideurs merengues convoitent toujours Vitorinha. Le journal ibérique en remet une couche sur l'existence de cette supposée clause libératoire de 90 millions d'euros qui s'activerait l'été prochain et qui lui permettrait donc de partir sans devoir négocier avec le Paris Saint-Germain.

Que cette clause existe ou non, ce qui est évident, c'est que le Real Madrid est fou de Vitorinha et que c'est un véritable objectif mercato pour les décideurs madrilènes. Si un départ cet été semble invraisemblable - le Real devra se tourner vers d'autres pistes - il n'est pas à exclure que les Madrilènes fassent un forcing digne de ce qu'ils avaient fait avec Mbappé dès le mois de juin 2026. Affaire à suivre...





IOS 26 active une fonction cachée de l'iPhone 16

Avec la prochaine mise à jour iOS 26, les iPhone 16 vont pouvoir profiter de la recharge sans fil Qi 2.2 à 25 W avec des accessoires tiers. Jusqu'ici, ces vitesses étaient réservées au chargeur MagSafe officiel d'Apple.

Depuis plusieurs années, Apple mise sur la recharge sans fil via MagSafe, une technologie propriétaire qui assure un alignement parfait et des vitesses de charge optimisées. Mais avec iOS 26, la firme ouvre davantage son écosystème. Les iPhone 16, iPhone 16 Plus, iPhone 16 Pro et iPhone 16 Pro Max bénéficieront de la norme Qi 2.2 — officiellement appelée « Qi2 25W ». Concrètement, cela signifie que ces smartphones pourront atteindre 25 W avec n'importe quel chargeur Qi 2.2 certifié, et non plus seulement avec l'accessoire officiel d'Apple. Une évolution qui rapproche

l'iPhone des standards déjà adoptés par certains concurrents Android et qui confirme la place grandissante de Qi2 comme norme universelle.

Jusqu'à 25W en charge, avec n'importe quel chargeur compatible Qi 2.2

Avant iOS 26, les iPhone 16 pouvaient atteindre 25 W uniquement avec le dernier chargeur MagSafe, tandis que les solutions Qi tierces restaient limitées à 15 W. La mise à jour lève donc cette restriction et place les accessoires compatibles Qi 2.2 au même niveau que MagSafe en termes de performance.

Belkin a d'ailleurs confirmé cette avancée avec le lancement de trois nouveaux supports Qi2 25W. Le premier, un modèle 2-en-1 pour iPhone et AirPods, est proposé à 59 euros. Deux déclinaisons 3-en-1, compatibles aussi avec l'Apple Watch, complètent la gamme à 89 et 119 euros. Selon Belkin,

ces chargeurs permettent de passer de 0 % à 50 % de batterie en environ 30 minutes sur iPhone 16, soit un temps identique à celui promis par le chargeur MagSafe officiel.

Le Qi 2.2 étant actif sur les iPhone 16, il est acquis que les prochains iPhone 17 en profiteront également. Le lancement de la prochaine gamme de smartphones est prévu dès le mois de septembre 2025, visiblement le 9 septembre, nous serons donc très vite fixés.

Apple s'ouvre à plusieurs normes et standards

Cette ouverture vers les accessoires tiers pourrait encourager un écosystème plus diversifié de chargeurs rapides et abordables. Les utilisateurs ne seront plus dépendants du seul MagSafe d'Apple pour obtenir des performances maximales, ce qui devrait favoriser la concurrence sur les prix et les designs.

Apple fait preuve de plus en



plus d'ouverture. Après l'ajout des RCS en 2024, qui permet de simplifier les discussions entre utilisateurs d'iPhone et possesseurs de smartphones sous Android, cette compatibilité Qi 2.2 va faciliter la vie des familles possédant plusieurs téléphones de marques différentes et qui pourront se partager les chargeurs. Moins d'équipements, et donc moins

d'achats et c'est bon pour la planète.

L'ajout de Qi 2.2 via la bêta d'iOS 26 peut déjà être testé, en attendant le déploiement final de la version stable prévu pour septembre. Même si la certification officielle n'est pas encore confirmée pour tous les modèles, elle devrait être effective d'ici la sortie publique du logiciel.

Le Flipper Zero transformé en clé universelle peut ouvrir 200 modèles de voitures différents

Détourné, le Flipper Zero, ce petit dispositif de piratage portable, peut ouvrir les portières sans effraction aucune. Évidemment, cela inquiète les constructeurs automobiles, dépassés par l'ingéniosité des cybercriminels.

Le petit boîtier orange et blanc, gros comme un smartphone et dont on entend si souvent parler depuis plusieurs mois, le fameux Flipper Zero, est capable d'ouvrir des centaines de modèles de voitures récentes. Il existe un commerce souterrain de logiciels pirates qui transforment l'appareil en passe-partout automobile universel. La technologie exploite ici les failles des systèmes de verrouillage à codes variables, et cela fait peur au secteur, surtout depuis l'apparition de versions piratées gratuites.

Le détournement lucratif du Flipper Zero

Selon 404 Media, qui a mené l'enquête, deux développeurs russes ont créé un business florissant autour du piratage automobile. Daniel et son partenaire Derrow commercialisent des modifications logicielles qui permettent au Flipper Zero, initialement conçu pour tester la sécurité des systèmes, de



pénétrer dans près de 200 modèles de véhicules différents.

L'outil fonctionne comme une télécommande universelle malveillante. Après avoir intercepté un signal de clé légitime, le logiciel analyse la séquence et prédit mathématiquement les codes suivants. L'approche diffère radicalement des vols traditionnels, car il n'est plus nécessaire de forcer les serrures ou de casser les vitres, une simple pression suffit.

Et figurez-vous que le tarif reflète la puissance de l'outil : entre 600 et 1 000 dollars en cryptomonnaie selon les options. Daniel affirme

avoir équipé 150 clients en deux ans, principalement des serruriers selon ses dires, même s'il reconnaît que certains pourraient avoir d'autres intentions. Sur YouTube, des démonstrations montrent l'efficacité troublante du système sur des véhicules Kia, Ford et Volkswagen. Une vulnérabilité technique que les constructeurs peinent à colmater. Le hack exploite une faiblesse fondamentale des systèmes de verrouillage modernes. Les rolling codes, ces codes changeants censés sécuriser nos véhicules, deviennent paradoxalement leur talon d'Achille. Le Flipper Zero modifié

créé ce que Daniel appelle une « copie fantôme » de la clé originale, capable de devancer le système de sécurité.

L'attaque provoque un effet secondaire révélateur lorsque la clé légitime cesse de fonctionner. Le propriétaire découvre soudainement que sa télécommande ne répond plus, ce qui nécessite une resynchronisation coûteuse chez le concessionnaire. Toujours sur YouTube, un commentateur s'en amuse : « Je vais me faire une fortune à réparer les clés désynchronisées. » Hyundai, seul constructeur à avoir répondu officiellement à ce sujet, dit « évaluer la situation » sans confirmer de cas avérés. Ford se refuse à tout commentaire. L'absence de réaction inquiète les experts, qui soulignent l'impossibilité technique de corriger cette faille sans remplacer physiquement les systèmes de millions de véhicules déjà en circulation.

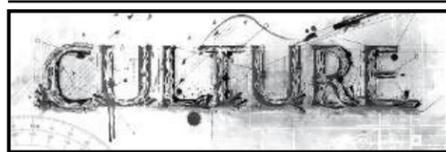
Les versions crackées gratuites menacent d'exploser les vols de voitures

Le phénomène des « Kia Boys » pourrait bientôt paraître dérisoire. Ces adolescents américains, devenus viraux sur TikTok pour leurs vols de Kia et Hyundai à

Milwaukee, utilisaient encore des câbles USB rudimentaires. Cody Kociemba, expert en rétro-ingénierie, prédit ainsi l'avènement des « Flipper Boys d'ici 2026 », armés d'outils infiniment plus sophistiqués.

Les versions piratées du logiciel commencent déjà à circuler sous le manteau. Les communautés Discord spécialisées voient affluer les curieux, immédiatement ridiculisés par les initiés qui leur envoient de faux liens vers des sites insultants. Mais l'omerta temporaire ne durera pas : Kociemba prévient que le code source finira inévitablement par fuiter plus largement.

Derrow confirme d'ailleurs l'explosion actuelle des ventes : « Ça décolle complètement. » Flipper Devices, fabricant de l'appareil original, se défend en rappelant qu'aucun vol confirmé n'implique officiellement son produit. L'entreprise renvoie la responsabilité aux constructeurs automobiles, en les accusant de « continuer à commercialiser des systèmes aux modèles de sécurité obsolètes. » Une guerre de responsabilités qui laisse les automobilistes sans protection immédiate.



Khaled Louma, le rockeur autochtone n'est plus

Le chanteur de rock algérien et animateur d'émissions de musique à la Radio algérienne, Khaled Louma est décédé, dimanche soir à Alger à l'âge de 70 ans, a-t-on appris auprès de ses proches.

Né en 1955, le défunt a commencé très jeune déjà à fredonner les airs des chansons à succès, avant de faire ses premières classes dans le domaine de la variété occidentale et algérienne, avec des groupes amateurs de musique, à l'instar des «T 34» et des «Icosiums».

Cette «école de la reprise» permettra au défunt de tutoyer le microphone, s'imprégnant des voix légendaires de l'âge d'or de la musique rock et pop anglo-saxonnes avec la distorsion de



leurs instruments aux sonorités lourdes, pour perfectionner son profil de graine de star et finir par se forger une image de rockeur

autochtone confirmé.

Avec des camarades étudiants, Khaled Louma va former au début des années 1980, le groupe «T 34» et promènera sa

voix présente et étoffée durant plusieurs années, sur plusieurs titres célèbres de styles de musique différents, allant du rock au jazz, passant par les genres disco et funk, sans omettre un moment de s'abreuver de la musique traditionnelle chaâbie. Parmi les pièces que l'Artiste à la veste bleue shanghai a produit avec les «T 34», «Boualem el far», «Chi ness», «Jamais doukh» et «Ma dir walou».

Animateur et producteur d'émissions de variété musicales, Khaled Louma aura également été une des plus belles voix radiophoniques de la Radio algérienne, avec un timbre vocal plein et chaleureux, caractérisé par une présence

et une spontanéité à l'antenne inégalables qu'il mettra généreusement au service de la Chaîne 3 de la Radio algérienne durant plus de 40 ans.

«Contact», «Balek le rock» ou plus récemment encore, «Vibrato» sont quelques titres d'émissions qu'il a monté en équipe et animées avec dévouement et professionnalisme pour son métier et beaucoup d'amour pour son pays l'Algérie, qu'il aura servi, diront ses collègues à la radio et ses amis artistes «avec amour et un sentiment du devoir accompli». Khaled Louma sera inhumé lundi au cimetière d'Oued Terfa (entre Draria et El Achour), après la prière du Dohr.

Inscription de la vieille ville de Miliana au Registre du patrimoine architectural et urbain de l'ALECSO

La vieille ville de Miliana a été inscrite au Registre du patrimoine architectural et urbain de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO), indique dimanche un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

Lors de la 10e Réunion régionale de l'Observatoire du patrimoine architectural et urbain, tenue à Beyrouth (Liban) du 28 au 30 juillet dernier, l'Algérie a réalisé «un nouvel acquis dans la sauvegarde et la valorisation de son patrimoine culturel», avec l'inscription de la vieille ville de Miliana (Wilaya d'Aïn Defla) au Registre du patrimoine architectural et urbain de l'ALECSO, précise la même source.

Cette inscription, ajoute le communiqué, est «le fruit de la vision stratégique du ministère

de la Culture et des Arts, axée sur la valorisation et la promotion du patrimoine national à l'échelle mondiale et le renforcement de la place de l'Algérie dans les instances et organisations régionales et internationales».

«Dès sa notification de l'ouverture des candidatures par l'ALECSO pour la période du 25 janvier au 15 avril 2025, le département ministériel s'est empressé de préparer cinq (5) dossiers exhaustifs représentant différentes régions du pays, qui ont été déposés le 10 avril 2025, un délai record reflétant le dynamisme du secteur», souligne la même source, ajoutant que grâce à ces efforts, «le dossier de la vieille ville de Miliana, classée secteur sauvegardé au niveau national en 2023, a été retenu, en attendant l'approbation des autres dossiers lors de prochaines sessions».

Cette reconnaissance «revêt une dimension particulière, car intervenant dans le cadre du premier appel à candidature lancé par l'Observatoire du patrimoine architectural et urbain depuis son activation», estime le ministère, saluant les efforts des experts algériens mis à contribution.

Cette réalisation reflète aussi la politique du ministère axée sur le travail assidu et la synergie institutionnelle, ajoute le communiqué, rappelant que l'Algérie a contribué à la création de l'Observatoire.

Ce nouvel acquis «vient s'ajouter à toutes les inscriptions au patrimoine mondial déjà réalisées par le ministère depuis le début de l'année (patrimoine culturel, patrimoine naturel ou éléments du patrimoine immatériel)», preuve s'il en est que «la valorisation du patrimoine culturel national n'est pas une



initiative conjoncturelle, mais bel et bien un choix stratégique par lequel le ministère de la Culture et des Arts s'attache à préserver l'identité civilisationnelle de l'Algérie et à mettre en valeur ses apports au façonnement du

paysage culturel arabe, régional et mondial, consolidant ainsi sa place d'acteur clé dans la protection et la sauvegarde du patrimoine culturel matériel et immatériel», conclut le communiqué.



Babylone en concert à Tizi Ouzou le 27 août

Le groupe Babylone sera de retour à Tizi Ouzou pour un concert attendu le mercredi 27 août 2025 à 21h.

L'événement se déroulera au Théâtre régional Kateb Yacine, lieu emblématique de la scène culturelle locale.

Un rendez-vous musical incontournable Depuis plus d'une décennie, Babylone

séduit le public algérien avec son style andalou pop et ses titres phares comme Zina. Chaque apparition du groupe attire une large audience, confirmant sa place parmi les formations les plus populaires du pays.

Détails pratiques

• Date : mercredi 27 août 2025

• Lieu : Théâtre régional Kateb Yacine, Tizi Ouzou

• Horaire : 21h00

• Tarif unique : 2500 DZD

Billetterie

Les billets sont disponibles dès maintenant en ligne sur la plateforme Vinyculture.dz.



Venice4Palestine – Lettre ouverte à la Biennale de Venise

Des voix du cinéma s'élèvent pour la Palestine

À quelques jours de l'ouverture de la Mostra de Venise, l'un des plus anciens et prestigieux festivals de cinéma au monde, une lettre ouverte est venue briser le silence qui, selon ses signataires, entoure la situation en Palestine dans le champ de la culture et des arts visuels. Intitulée « Fermate gli orologi, spegnete le stelle » (« Arrêtez les horloges, éteignez les étoiles »), cette tribune n'est pas une pétition de circonstance mais un cri de conscience, une interpellation directe adressée à la Biennale de Venise, à la Mostra Internazionale d'Art Cinematografico, aux Giornate degli Autori (Journée des auteurs), à la Semaine Internationale de la Critique, ainsi qu'à l'ensemble des professionnels du cinéma, de l'audiovisuel, de la culture et de l'information.

Une interpellation directe à l'institution

« Le fardeau est trop lourd pour continuer à vivre comme avant. Depuis près de deux ans, des images irréfutables nous parviennent de la bande de Gaza et de Cisjordanie. Nous assistons, incrédules et impuissants, au supplice d'un génocide perpétré en direct par l'État d'Israël en Palestine. Personne ne pourra jamais dire : Je ne savais pas, je n'imaginai pas, je n'y croyais pas. Nous avons tout vu. Nous voyons tout. » Ainsi s'ouvre le texte, qui repose sur une conviction martelée avec force : l'accumulation d'images venues de Gaza et de Cisjordanie ne laisse plus aucune place au doute. Ce que le monde a vu n'est pas une abstraction mais un massacre retransmis en direct, que les auteurs et autrices qualifient de génocide commis par Israël contre le peuple palestinien. Nul ne pourra prétendre ignorer l'ampleur de cette tragédie, tant la profusion d'images et de témoignages rend impossible l'oubli ou le déni.

Le texte dénonce cette tentation, fréquente dans les grands rendez-vous culturels, de « détourner le regard », de suspendre la réalité pour préserver le flux du spectacle, comme si les festivals pouvaient rester imperméables aux drames du monde. Les signataires rejettent cette coupure artificielle : « Comme si le monde du cinéma n'avait rien à voir avec le monde réel », écrivent-ils, sur un ton ironique et indigné. Car c'est précisément par l'image

que la conscience collective a été alertée : films, reportages, vidéos amateurs ou professionnelles, souvent réalisés par des confrères ou des amis, ont documenté les bombardements, la répression, la mort de cinéastes et d'artistes, les punitions collectives infligées aux civils palestiniens. Cet engagement a un prix : en l'espace de quelques mois, près de 250 journalistes, photographes et opérateurs palestiniens ont été tués dans l'exercice de leur métier. Le cinéma comme outil de résistance

Les signataires rappellent à la Biennale de Venise sa mission essentielle : célébrer « la puissance de l'art comme moyen de transformation, de témoignage, de représentation de l'humain et de développement de la conscience critique ». Cette mission, insistent-ils, n'est pas purement esthétique. Elle engage une responsabilité. Le cinéma, écrivent-ils, n'est pas un divertissement isolé mais une arme pacifique de résistance, capable de contrer la désinformation et l'indifférence.

Face à des déclarations jugées trop « tièdes, vagues ou confortables » de la part des institutions politiques, médiatiques ou culturelles, les auteurs exigent une parole claire et sans ambiguïté. Refuser de nommer la violence, disent-ils, c'est déjà la banaliser. « Le langage, les mots, les images ne sont pas accessoires » : ils sont les outils mêmes de la résistance, autant que les caméras ou les récits. Et si ce rôle est abandonné, concluent-ils, « il faudrait admettre qu'être cinéaste ou journaliste n'a plus aucun sens ». Un appel à l'action pendant la Mostra

De là naît l'appel à un geste collectif, symbolique mais puissant, au cœur de la Mostra. Les auteurs proposent une suspension du spectacle, une pause qui rompt avec l'enchaînement habituel des projections pour rappeler que l'art ne peut être séparé du sang versé dans le réel. Ils demandent que la Biennale, la Mostra, les Giornate et la Semaine de la Critique prennent publiquement position et aménagent des espaces narratifs pour la Palestine, non pas comme de simples annexes mais comme partie intégrante de la manifestation.

Cette exigence vise aussi la communauté professionnelle dans son ensemble. Producteurs, réalisateurs, acteurs, techniciens, critiques, journalistes,

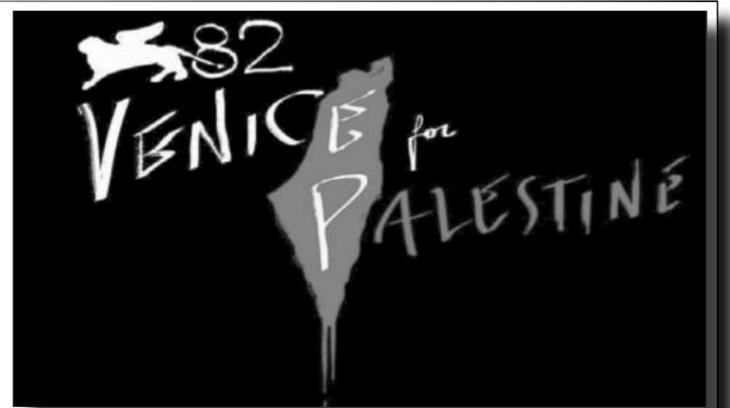
programmeurs sont appelés à imaginer des actions créatives et collectives pendant le festival, afin d'exprimer leur désaccord avec les politiques pro-israéliennes de nombreux gouvernements occidentaux. Ces gestes ne devraient pas se réduire à des slogans, mais se déployer dans « le langage même de la créativité », en mobilisant les outils symboliques et artistiques qui font la singularité du cinéma. Les signataires avertissent : si le festival choisissait l'indifférence, il ne serait plus qu'« une vitrine triste et vide », insensible à la tragédie humanitaire. Or le rôle du cinéma est, selon eux, d'incarner un outil de témoignage, de résistance et de conscience critique.

Parmi les centaines de signataires, on retrouve des figures majeures du cinéma italien — Marco Bellocchio, Matteo Garrone, Mario Martone, Ferzan Ozpetek, Toni Servillo, Valeria Golino, Alba et Alice Rohrwacher, Fabrizio Gifuni — mais aussi des artistes internationaux comme Céline Sciamma, Charles Dance, Margarethe von Trotta, Ken Loach ou Roger Waters. Y figurent également les cinéastes et acteurs tunisiens Mehdi Ben Attia, Ala Eddine Slim et Ahmed Hafiene, ainsi que les réalisateurs palestiniens Arab et Tarzan Nasser.

La lettre exige par ailleurs que des espaces de discussion et des moments dédiés à la Palestine soient garantis durant le festival, en écho à la mobilisation prévue le 30 août et soutenue par le réseau #NoBavaglio Artists. Elle rappelle avec insistance que « il n'y a pas de cinéma sans humanité ».

L'appel reste ouvert : toute personne souhaitant rejoindre le mouvement peut le faire en écrivant à venice4palestine@gmail.com.

Une profession de foi
La lettre se conclut comme un serment collectif. « Nous, artistes et amoureux de l'art, nous, professionnels du secteur et passionnés de cinéma, nous, organisateurs, formateurs et journalistes, nous qui sommes le cœur battant de cette Mostra, affirmons que nous ne serons pas des complices lâches, que nous ne resterons pas silencieux, que nous ne détournerons pas le regard, que nous ne céderons pas à l'impuissance ni aux logiques du pouvoir. L'époque dans laquelle nous vivons nous impose



cette responsabilité. » Puis vient la formule qui résume tout : « Il n'existe pas de cinéma sans humanité. Faisons en sorte que cette Mostra ait un sens, et qu'elle ne devienne pas une vitrine triste et creuse. Ensemble, avec courage, avec intégrité. Palestine libre ! »

La réaction de la Biennale
La réponse officielle de la Biennale n'a pas tardé. Dans un communiqué relayé par Variety, l'institution affirme rester fidèle à sa tradition de confrontation avec les questions les plus brûlantes de la société contemporaine. Cette sensibilité, précise-t-elle, se reflète avant tout dans la programmation. Elle met en avant cette année la sélection de *La Voix d'Hind Rajab*, un film bouleversant de Kaouther Ben Hania, présenté en compétition officielle. Le long-métrage retrace l'histoire d'Hind Rajab, une fillette de cinq ans tuée à Gaza en 2024, dont la mort est devenue le symbole de l'inhumanité du conflit. Le choix de ce film est hautement symbolique : il montre que la Mostra n'ignore pas la douleur palestinienne et qu'elle inscrit, au cœur même de sa sélection, un récit qui interpelle directement la conscience du public.

Le festival rappelle aussi qu'il avait accueilli l'an passé Des chiens et des hommes du cinéaste israélien Dani Rosenberg, qui s'intéressait aux conséquences de l'attaque du Hamas du 7 octobre. Mais il a omis de rappeler que dès le premier jour du festival, plus de 300 cinéastes, acteurs, écrivains et musiciens avaient publié une lettre condamnant l'inclusion de ce film et d'un autre titre israélien, *Why War*, affirmant que les maisons de production israéliennes étaient complices de « l'oppression des Palestiniens ».

La Biennale conclut malgré tout son communiqué par une ouverture de principe : « La Biennale est, comme toujours, ouverte au dialogue ».

Mais cette posture suffit-elle à répondre aux attentes des signataires, qui réclament des espaces concrets, visibles et assumés de débat et de mémoire?

La question reste entière, et la réponse dépendra sans doute de la capacité de la Mostra à accepter que le cinéma soit non seulement un miroir de son temps, mais aussi un acteur de l'histoire en train de s'écrire.

Un débat mondial

Ce qui se joue à Venise dépasse largement le cadre du festival. Depuis octobre 2023, d'autres manifestations ont connu des interpellations similaires. À Locarno, en août 2024, des collectifs d'artistes ont demandé la suspension symbolique de certaines projections en solidarité avec la Palestine. Au Festival de Toronto, en septembre 2024, des cinéastes ont exigé la tenue de séances spéciales consacrées aux films palestiniens et au contexte politique de leur production. À San Sebastián, en octobre 2024, une pétition signée par plus de cent vingt professionnels a réclamé un hommage officiel aux cinéastes palestiniens disparus et à la mémoire des victimes civiles. Autant de gestes qui traduisent un refus croissant du silence et rappellent que les festivals, longtemps perçus comme des bulles à l'écart des tensions du monde, sont désormais sommés d'assumer une position.

L'appel de Venice4Palestine s'inscrit donc dans une dynamique mondiale où la neutralité tend à être assimilée à une complicité tacite. Mais par son ampleur et le poids symbolique de ses signataires, cette lettre ouverte confère à la Mostra de Venise une résonance particulière. En plaçant l'institution face à ses responsabilités, elle rappelle qu'un grand festival ne se limite pas à célébrer le cinéma : il doit aussi interroger sa capacité à donner du sens au monde.



Kératopigmentation : la chirurgie qui change la couleur des yeux inquiète l'Académie de médecine

La chirurgie esthétique ne fait pas que remodeler les corps, elle peut aussi changer la couleur de vos yeux de façon définitive grâce à la kératopigmentation. Depuis une dizaine d'années, cette intervention est en plein essor, ce qui inquiète l'Académie nationale de médecine qui alerte sur ses risques. Cela ne date pas d'hier, les personnes aux yeux marrons (80% de la population mondiale) envient celles qui ont les yeux verts ou bleus, des couleurs jugées plus «esthétiques». Il est bien évidemment possible d'adopter la couleur tant désirée le temps d'une soirée ou d'une journée, en portant des lentilles colorées. Mais il est désormais possible de changer la couleur de vos yeux de façon définitive. La technique chirurgicale utilisée est la kératopigmentation. Elle consiste à insérer un pigment dans la cornée. Portée par le partage sur les réseaux sociaux de vidéos d'internautes ayant sauté le pas, cette chirurgie a le vent en poupe. Qu'est-ce que la kératopigmentation ?



Cette intervention, à l'origine utilisée pour corriger des séquelles inesthétiques après un traumatisme de l'œil, est effectuée dans un bloc opératoire de chirurgie par un ophtalmologue. Après avoir versé quelques gouttes d'un collyre anesthésiant, le spécialiste crée un tunnel dans l'épaisseur de la cornée à l'aide d'un laser. Le pigment choisi par le patient est ensuite injecté dans ce tunnel. Après quoi, l'ophtalmologue instille un collyre antibiotique pour prévenir les infections et demande au patient d'éviter

de recevoir de l'eau dans les yeux pendant un mois. La kératopigmentation est rapide et ne nécessite pas d'hospitalisation. Sécheresse oculaire, perte de vision, impossibilité d'opérer une cataracte. Dans un communiqué publié le 18 juin 2025, l'Académie nationale de médecine a tenu à rappeler les risques auxquels s'exposent les personnes qui ont recours à la kératopigmentation à visée esthétique. «Il existe, comme après toute chirurgie cornéenne, un risque de sécheresse oculaire et d'éblouissement après l'intervention. Une

perte de cellules endothéliales pouvant favoriser une perte de transparence de la cornée avec l'âge a été décrite», peut-on lire dans le communiqué. Mais ce n'est pas tout, l'Académie signale que cette opération peut par la suite gêner, voire empêcher certains examens et traitements ophtalmologiques. Contacté par Doctissimo en janvier 2024 pour commenter le succès de la kératopigmentation suite à la diffusion d'un reportage de Zone Interdite, le Pr Antoine Brézin, ophtalmologue, avait expliqué : «La cornée, c'est la structure transparente de l'œil, le hublot. C'est elle qui nous permet de voir à l'intérieur de l'œil. Si vous injectez du pigment dans une structure qui n'en a pas naturellement, le jour où vous avez besoin qu'on surveille des choses dans votre œil, on ne peut plus, même chose pour opérer une cataracte». Dans les cas les plus graves, la kératopigmentation peut entraîner une perte de vision. C'est ce qui est arrivé à la mannequin Nadinne Bruna. La jeune femme a perdu

une partie de sa vision après avoir transformé la couleur noisette de ses iris en gris vif. Pour cela, elle a bénéficié d'une kératopigmentation via l'insertion d'un implant en silicone à l'intérieur de l'œil (opération interdite dans les pays de l'Union Européenne et aux Etats-Unis). La jeune femme a perdu 80 % de sa vision à l'œil droit et 50 % à l'œil gauche. Un résultat pas si naturel... En plus des risques pour la santé des yeux, la kératopigmentation ne garantit pas un résultat naturel, selon l'Académie nationale de Médecine : «rendu trop uniforme de la couleur obtenue ; couleur des pigments pouvant s'estomper avec le temps ; couleur de l'œil n'apparaissant pas naturelle, du fait de son aspect trop homogène et de la persistance de la teinte initiale de l'œil au pourtour de la cornée». Enfin, la présence de composés métalliques dans certains pigments peut exposer à un risque lors de la réalisation d'un examen d'imagerie médicale utilisant la résonance magnétique.

TROUBLES HORMONAUX :

5 signes qui devraient vous inciter à consulter un endocrinologue

Les symptômes d'un trouble hormonal sont peu caractéristiques et, de ce fait, sont souvent négligés ou attribués à d'autres problèmes de santé. Voici 5 symptômes qui doivent vous pousser à consulter un endocrinologue. Une fatigue persistante et un manque d'énergie. Il est normal de se sentir fatigué à certains moments, notamment après une courte nuit de sommeil ou une grosse journée de travail. Mais si vous remarquez une baisse d'énergie et une fatigue inhabituelle qui durent dans le temps, cela pourrait être lié à un problème hormonal comme une hypothyroïdie. Cette maladie ralentit le métabolisme et peut provoquer un épuisement, une prise de poids et un manque d'énergie. Il pourrait s'agir aussi de la maladie d'Addison, selon le Dr Austin Shuxiao, spécialiste en médecine interne interrogé par le site Eating

Well. «Une fatigue chronique et des douleurs abdominales pourraient indiquer une maladie d'Addison, caractérisée par un manque de production de cortisol par les glandes surrénales, et il est préférable de consulter un endocrinologue». Des changements de poids soudains et inexplicables. Des variations de poids inexplicables (non liées à des modifications dans l'alimentation), qu'il s'agisse d'une prise ou d'une perte de poids, peuvent être le signe d'un dysfonctionnement thyroïdien, d'une résistance à l'insuline ou d'une insuffisance surrénalienne. Ces affections «peuvent affecter la façon dont votre corps stocke les graisses, brûle l'énergie et régule l'appétit», explique le Dr Lisa Young, diététicienne nutritionniste. Il faut savoir qu'une thyroïde peu active (hypothyroïdie) peut entraîner une prise de poids tandis

qu'une thyroïde hyperactive (hyperthyroïdie) peut entraîner une perte de poids involontaire. Des sautes d'humeur ou des changements émotionnels fréquents. Les changements d'humeur n'ont rien de pathologique quand ils sont ponctuels et quand on connaît la cause. Toutefois, si vous remarquez des sautes d'humeur quotidiennes, un déséquilibre hormonal peut en être la cause. Les troubles thyroïdiens, la ménopause ou un dysfonctionnement des glandes surrénales peuvent être à l'origine de sautes d'humeur fréquentes, d'une anxiété, voire d'une dépression. Si ces changements émotionnels semblent surgir de nulle part, un endocrinologue peut vous aider à en identifier la cause. Vous avez tout le temps soif. Une soif excessive peut être le signe d'un diabète ou d'un prédiabète, une maladie qui survient quand le taux de sucre



dans le sang est trop élevé. Lorsque les reins ne peuvent pas réabsorber tout cet excès de sucre, celui-ci est éliminé dans les urines, avec d'importantes quantités d'eau. Cette augmentation de la miction entraîne une perte de liquide, déclenchant la sensation de soif, l'organisme tentant de rétablir son équilibre hydrique. Un diabète non traité peut entraîner de graves complications cardiaques, oculaires, rénales et nerveuses. Vous avez des cycles

menstruels irréguliers. Des règles peu fréquentes, des saignements abondants ou une absence de règles peuvent être le signe de troubles hormonaux et justifier une consultation chez un endocrinologue. Ces symptômes peuvent faire suspecter un syndrome des ovaires polykystiques (SOPK), d'un trouble de la thyroïde ou d'autres troubles hormonaux pouvant affecter la santé globale et la fertilité.



Poches, cernes... Voici les actifs à privilégier dans votre contour des yeux selon votre problématique

Vous avez les cernes rouges, bleutés ou bruns ? Une dermatologue explique comment bien choisir son contour des yeux.

Caféine, rétinol... Voici comment bien choisir les actifs de son soin contour des yeux selon son type de cernes. © puhha

Recevoir les alertes : contour des yeux

Particulièrement fine et sensible, la peau au niveau du contour des yeux est souvent marquée. Des cernes peuvent apparaître et alourdir le regard. Ils sont la conséquence de multiples facteurs, notamment la génétique, la fatigue, le stress, le manque de sommeil...



S'ils sont foncés ou bleus, ils sont appelés cernes vasculaires et sont causés par un dysfonctionnement de la circulation sanguine et lymphatique. S'ils sont bruns, c'est parce qu'il y a une accumulation de mélanine : cela concerne davantage les personnes ayant la peau

mate. Les cernes rouges s'expliquent par une inflammation ou une irritation. Il y a aussi des cernes creux notamment liés à l'âge ou bien les poches lorsque la circulation est perturbée. Contour des yeux : caféine, rétinol... Voici vers quels actifs se

tourner
Vous avez reconnu votre type de cernes ? Le Dr Neera Nathan, dermatologue, a expliqué dans une vidéo TikTok l'importance de bien choisir son contour des yeux. Sa formulation doit être adaptée à son type de cernes pour pouvoir agir efficacement et les atténuer. «Mûrir, c'est réaliser que les crèmes pour les yeux sont inutiles si elles ne contiennent pas d'actifs» annonce-t-elle.

- Pour les cernes bruns : elle conseille de privilégier les soins à la «vitamine C, niacinamide, thiamidol ou rétinol»

- Pour les cernes rouges : «une crème yeux avec de la caféine ou vitamine K»

- Pour les cernes bleus : «une crème yeux avec de la caféine ou du rétinol»

- Pour les poches : «une crème yeux avec de la caféine ou de l'arnica»
- Pour les cernes creux ou marqués par les rides, elle conseille des «actifs comme des peptides ou du rétinol»

Pour participer à la décongestion, vous pouvez aussi conserver votre crème dans le réfrigérateur. Le soin, plus frais, va aider à faire dégonfler les cernes. Ensuite, vous pouvez utiliser un correcteur coloré pour annuler la pigmentation des cernes avant d'appliquer un anticernes une demi-teinte plus claire que votre carnation.

Cette astuce toute simple est radicale pour empêcher les fourmis de rentrer chez vous

Il existe des astuces naturelles et ultra-simples pour empêcher les fourmis de rentrer chez vous ! Celle-ci, partagée par L'homme de ménage sur Instagram, est redoutablement efficace.

Vidéo Femme Actuelle - FEMME ACTUELLE - Jardin : 10 anti-fourmis naturels et efficaces

Vous êtes envahi par les fourmis, mais vous ne voulez pas les exterminer avec des produits chimiques ? Pas de problème, il existe une astuce toute simple que révèle sur Instagram @lhomme_de_menage, spécialiste des astuces maison et suivi par plus de 715.000 abonnés, pour les empêcher de rentrer chez vous.

La craie : un répulsif

efficace contre les fourmis
Vous pouvez empêcher les fourmis de rentrer chez vous en traçant des limites à la craie sur leur point de passage. En effet, la plupart des fourmis ne traversent pas les lignes de craie.

Autres alternatives si la craie ne fonctionne pas : la maïzena ou le sel. Même principe, déposez la maïzena sur les zones de passage des fourmis. Pour le sel, dissolvez une grande quantité dans de l'eau chaude et vaporisez les zones stratégiques. Dans tous les cas, renouvelez régulièrement l'opération.

Autre astuce pour éloigner les fourmis

Il arrive que certaines fourmis ne se soucient pas de la craie et la franchissent quand même.

Autre astuce écologique toute simple : la terre de diatomée. Vous la trouverez sous forme de grains ou de poudre dans les grandes surfaces et les magasins bios. Ce produit naturel peut être appliqué sec, dilué dans de l'eau ou encore être pulvérisé en spray.

Le vinaigre blanc contre les fourmis

Devenu un incontournable pour faire le ménage de façon écologique, le vinaigre blanc permet également d'éloigner les fourmis. En effet, son acidité les désoriente (raison pour laquelle le jus de citron fonctionne également), de même que le marc de café. Réalisez donc un mélange de vinaigre blanc et d'eau (50/50) et pulvérisez-le sur les points de passage.



Attention, il faudra renouveler l'opération chaque jour jusqu'à ce que les fourmis ne reviennent plus.

Les huiles essentielles pour éloigner les fourmis
Certaines huiles essentielles (HE) vont également faire fuir les fourmis : les HE de

menthe poivrée et de lavande. Mélemez quelques gouttes à de l'eau et vaporisez pour créer une barrière répulsive ou déposez quelques gouttes sur du coton. Mais vous pouvez aussi utiliser de la lavande sèche en sachet à placer là où passent les fourmis.

Jessie J confie avoir eu peur de laisser son fils orphelin lorsqu'elle a été diagnostiquée d'un cancer du sein

Jessie J traverse une épreuve particulièrement difficile. La chanteuse de 37 ans s'est confiée sur son combat contre le cancer du sein dans le podcast *Great Company with Jamie Laing*, révélant ses craintes les plus profondes concernant son fils Sky, âgé de 2 ans, qu'elle a eu avec son compagnon Chan'an Safir Colman. « Hier, j'ai pleuré parce que mon fils me manque. Je ne peux pas être la mère que je veux être et je me sens volée », a confié l'interprète de *Price Tag*, qui

a subi une mastectomie en juin dernier et a dû retourner à l'hôpital à cause d'une infection liée à cette intervention. La chanteuse regrette amèrement de rater des moments précieux avec son enfant : « Le pire, c'est que j'ai l'impression que le cancer m'a volé des souvenirs avec mon fils. Et quiconque a un bambin sait qu'ils changent tellement en si peu de temps. » Des moments de terreur absolue. Jessie J a également évoqué ses peurs les plus noires dans les jours qui ont suivi

son diagnostic. « J'avais peur. Je me disais : « Je vais mourir », a-t-elle avoué. « J'ai eu des moments où je pensais : « Ça va mal tourner et je vais mourir. » À ce moment-là, je ne savais pas si j'allais devoir subir un traitement intensif. » La chanteuse avait découvert une grosseur dans un de ses seins, initialement considérée par les médecins comme « probablement un kyste ». Mais les examens avaient finalement révélé, durant le printemps, que cette grosseur était cancéreuse.



Une ex-compagne de Jean Imbert dépose plainte pour violences conjugales et séquestration



Lila Salet, actrice et ex-compagne de Jean Imbert, a déposé plainte contre pour « violences conju-

gales » et « séquestration » samedi, révèle Elle. Dans cette plainte, consultée par le magazine, la victime dénonce

une « relation marquée par des disputes et des pressions psychologiques constantes ». Les faits se sont déroulés entre 2012 et 2013. En avril, après l'enquête du magazine Elle sur les accusations de violences des quatre ex-compagnes du gagnant de « Top Chef », l'actrice, devenue agente immobilière, avait publié une vidéo sur Instagram, dénonçant que « cet homme [lui] mettait d'énormes claques dans la tête ». Et d'interpeller l'auteur des faits : « Jean Imbert, si tu passes par là, [...] arrête de minimiser les faits. Tu le sais que tu es une

enflure. Tu es une enflure qui frappe les femmes. » Lila Salet avait « salué le courage » d'Alexandra Rosenfeld. En début de semaine, Alexandra Rosenfeld, une autre ancienne compagne de Jean Imbert, qui avait témoigné dans Elle sous un pseudo, a pris la parole pour raconter les violences qu'elle a subies. Auprès du Parisien, Lila Salet avait « salué son courage ». « Je suis très fière d'elle, de sa trajectoire. Le temps des victimes n'est pas le même pour toutes », a-t-elle confié au quotidien. Notre dossier sur les violences conjugales

Le chef cuisinier, accusé de violences physiques et psychologiques par quatre ex-compagnes, continue de nier. Après la publication de la miss France 2006, l'équipe de communication du chef du Plaza Athénée, a justifié les faits, comme son nez cassé, par « un coup de tête » qui « intervenait dans un moment de violences subies par Jean Imbert alors qu'il était empoigné par Alexandra et qu'il s'en dégageait ». « Cette relation était insoutenable, marquée par les insultes et les crises », ont encore assuré les représentants de Jean Imbert.

C'est la deuxième fois qu'Austin Butler fait face à une attaque de guêpe sur un tapis rouge

Austin Butler aurait-il un don pour attirer les guêpes sur les tapis rouges ? La question se pose, alors que l'acteur de 34 ans a une nouvelle fois joué les héros face à une guêpe qui était visiblement déterminée à butiner Zoë Kravitz lors de la première britannique de *Pris au piège - Caught Stealing*, leur nouveau film. L'incident s'est produit alors que les deux stars posaient pour les photographes. La guêpe a d'abord perturbé Zoë Kravitz avant de reporter son attention sur la star d'Elvis. Austin

Butler a observé calmement l'insecte voler autour de lui avant que celui-ci ne reparte sans demander son reste. Un sang-froid qui contraste avec sa première expérience du genre. À la rescousse d'Emma Stone. Ce n'était donc pas la première rencontre mouvementée d'Austin Butler avec un hyménoptère sur un tapis rouge. En mai dernier, lors de la première d'Eddington au Festival de Cannes, l'acteur avait déjà tenté de sauver Emma Stone d'une guêpe un peu trop entreprenante. Emma

Stone, visiblement paniquée, avait fini par s'accroupir sur le tapis rouge tandis qu'Austin Butler avait cru bon de souffler sur l'insecte pour l'éloigner. En attendant d'assister à une nouvelle séquence de dressage d'insecte volant par Austin Butler, il est donc à l'affiche du nouveau film de Darren Aronofsky, dans lequel il incarne Hank, un joueur de baseball reconverti en barman plongé dans l'univers criminel du New York des années 1990.



L'Algérie appelle à une position collective renforcée face aux graves développements que connaît la question palestinienne

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a souligné, lundi depuis Djeddah, l'importance d'une position collective renforcée des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) face aux défis existentiels et aux graves développements que connaît la

question palestinienne. Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Attaf a affirmé, dans une allocution prononcée aux travaux de la session extraordinaire du Conseil des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de l'OCI, que "les graves menaces qui pèsent sur la question palestinienne, en particulier, et sur la région du Moyen-Orient, en général,

nous imposent, ainsi qu'à toute la communauté internationale, d'adopter une nouvelle vision pour anticiper les évolutions de la situation et faire face aux dangers qui en découlent". "C'est le défi de l'heure et la responsabilité absolue qui nous incombe au regard de la conjoncture actuelle. C'est surtout un devoir collectif aussi exigeant que sensible", a-t-il soutenu.



L'UIPA appelle à une action d'urgence pour garantir l'acheminement de l'aide humanitaire à Ghaza

L'Union interparlementaire arabe (UIPA) a appelé, lundi, la communauté internationale à agir de toute urgence pour amener les forces d'occupation sionistes à ouvrir les points de passage et à permettre l'entrée inconditionnelle de l'aide humanitaire dans la bande de Ghaza, affirmant que la famine déclarée officiellement dans l'enclave "révèle les visées inhumaines de l'occupant". Dans un communiqué signé par son président, M. Brahim Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), l'UIPA a exprimé sa "profonde inquiétude" suite au dernier rapport du Cadre intégré de classification de la

sécurité alimentaire (IPC), qui a déclaré la bande de Ghaza officiellement en situation de famine selon les critères de l'ONU, soulignant que ce classement catastrophique "révèle clairement les visées inhumaines délibérées des autorités de l'entité sioniste qui poussent les habitants du territoire assiégé vers la famine menant à la mort". Cette situation dramatique à Ghaza "n'est que la conséquence directe des mesures de l'occupation qui empêche l'entrée des denrées alimentaires et des médicaments depuis plusieurs mois", selon le communiqué, qui estime que l'occupant n'aurait pas continué à imposer ces conditions menant à une destruction collective "si

une condamnation ferme et dissuasive lui avait été opposée dès le départ". L'UIPA a en outre fait observer que "le droit international humanitaire, qui interdit l'utilisation de la famine comme arme de guerre et qui criminalise le ciblage des sources alimentaires, n'avait jamais été aussi malmené auparavant". Priver les Palestiniens de nourriture et des éléments essentiels à leur survie constitue "un crime de guerre et un crime contre l'humanité au regard du droit international", rappelle l'UIPA, ajoutant que "cela doit cesser immédiatement et les responsables de cette situation doivent être traduits en justice". L'Union interparlementaire



arabe a conclu son communiqué par un appel à la communauté internationale à "agir de toute urgence pour amener les forces d'occupation à ouvrir les points de passage et à permettre l'entrée inconditionnelle de l'aide humanitaire dans la bande de Ghaza", tout en

rappelant la Résolution 377 (V) de l'Assemblée générale des Nations Unies (Union pour le maintien de la paix) qui permet de prendre des mesures collectives pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales en l'absence d'unanimité.

Blida : L'incendie de Hakou Feraoun totalement maîtrisé

Les équipes opérationnelles de la Protection civile, des services des forêts et de l'Armée nationale populaire (ANP), mobilisées pour éteindre l'incendie qui s'était déclaré dimanche après-midi dans la forêt de Hakou Feraoun, commune de Chréa dans la wilaya de Blida, ont réussi, lundi, à "maîtriser totalement le feu", a indiqué la Protection civile dans un communiqué.

"L'incendie de Hakou Feraoun est totalement maîtrisé. Les opérations de refroidissement et d'extinction de quelques foyers résiduels, sans danger,



se poursuivent encore", a précisé la même source. L'opération d'extinction s'est prolongée jusque tard dans la nuit de dimanche et durant toute la journée de lundi, mobilisant d'importants moyens humains et matériels,

est-il souligné. Un poste de commandement opérationnel a, par ailleurs, été installé afin de coordonner les différentes interventions de terrain, avait indiqué le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de

l'Aménagement du territoire dans un communiqué. Le dispositif de lutte a été renforcé par des moyens et effectifs supplémentaires, à savoir la colonne mobile de lutte contre les feux de forêts de Blida, la colonne mobile

relevant de l'Unité nationale et celle de Médéa, ainsi que le détachement régional de lutte contre les feux de forêts de la wilaya de Chlef, selon le même communiqué.

Il s'agit également de la mobilisation d'un hélicoptère MI-26 et d'un avion bombardier d'eau BE-200, relevant de l'Armée nationale populaire (ANP)", selon la même source. Le wali de Blida, Ibrahim Ouchen, accompagné du Directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, s'est rendu sur les lieux de l'incendie pour suivre de près les opérations d'extinction des flammes.